

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2141 - LUNDI 20 OCTOBRE 2014

Droit Ohada

Blocage dans la régularisation
des entreprises en RDC

Des milliers de dossiers traînaient encore au Guichet unique de création d'entreprise (Guce) sans espoir d'être régularisés rapidement pour éviter de placer les commerçants et les sociétés concernés dans une situation juridique irrégulière. On continue de compter des initiatives visant à accélérer la régularisation des entreprises qui se trouvent en situation de défaut de mise en harmonie avec le droit Ohada. Le Comité de pilotage de l'amélioration du climat des affaires et des investissements (CPCAI) a évoqué « des démarches innovantes établies formellement par une note circulaire émanant du ministère de la Justice ». Sans le sésame que constitue le nouveau registre Ohada (RCCM), il sera difficile aux sociétés d'apporter la preuve de leur existence juridique, notamment dans le cadre des procédures judiciaires. Avec la cinglante réplique du Guce dénonçant le dépôt de quinze mille dossiers au cours des derniers jours, un espoir semble se dessiner quant à une solution rapide à cette situation.

Page 13



Félix Tshisekedi (deuxième à partir de la gauche) participant à une activité du parti

SUCCESSION D'ÉTIENNE TSHISEKEDI

L'UDPS
dans la tourmente

La bataille de la succession n'est pas encore officiellement déclarée mais elle est déjà une réalité vivante au sein de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) face au séjour médical prolongé de son leader. Pendant que l'entourage immédiat d'Étienne Tshisekedi joue la carte de la tempérance tout en évitant de dramatiser l'état de santé du vieil opposant, les militants et sympathisants du parti, eux, épient un plan visant

à l'écartier sournoisement du jeu politique par le biais d'un congrès en passe d'être convoqué. Entretemps, tous ceux qui redoutent l'avènement de son fils Félix Tshisekedi à la tête de l'UDPS n'apprécient guère les initiatives de ce dernier dont l'aura est en constante progression depuis qu'il a pris l'option de redynamiser les activités du parti à la base à travers ses récentes itinérances dans le Congo profond. Page 13

NORD-KIVU

Des milliers de personnes prises dans une spirale de violence

La province demeure, selon le Bureau des Nations unies pour la coordination de l'aide humanitaire (Ocha), la plus affectée par l'insécurité avec plus de neuf cent mille personnes déplacées. Selon cette organisation humanitaire, des milliers de civils subissent, depuis plusieurs semaines, de graves violations des droits de l'Homme et sont

otages d'une spirale de violence suite à une inquiétante détérioration de la situation sécuritaire provoquée par des groupes armés, dans les territoires de Beni, Lubero et Walikale, dans le Nord-Kivu. De l'avis de cette agence onusienne, le bilan des violences s'est alourdi dans la soirée du 15 octobre lorsque des hommes armés ont atta-

qué les villages de Ngandi et Kambau, situés non loin de Beni, entraînant la mort de plusieurs dizaines de personnes et plusieurs blessés. Toutes les parties en conflit ont été exhortées à respecter le Droit international humanitaire et de protéger les populations civiles et leurs biens lors des affrontements armés. Page 14

TUERIES À BENI

La population invitée à se désolidariser des forces négatives

Quarante-huit heures après avoir frappé dans le territoire de Beni (Nord-Kivu) où vingt-sept personnes ont péri à la suite d'une opération terroriste menée nuitamment dans plusieurs quartiers, les rebelles ougandais de l'ADF sont encore revenus à la charge.

Cette fois-ci, ils ont tué vingt-deux personnes dans la localité d'Eringeti,

toujours à Beni, apprend-on. La plupart des victimes ont été tuées à la machette et à la hache dans une extrême barbarie qui n'avait d'égal que le cynisme des assaillants, rapportent des sources.

Très affecté par cette recrudescence de la violence à Beni, Oïcha et Eringeti, le gouvernement a non seulement condamné les faits, mais aussi et sur-

tout, assuré les populations affétées de sa détermination à effacer du sol congolais le terrorisme de la force négative ADF. Il appelle par conséquent à la participation de toutes les Congolaises et de tous les Congolais du Grand Nord pour se désolidariser de manière concrète de ces tueurs sans foi ni loi.

Page 14

DROITS DE L'HOMME

Scott Campbell
déclaré persona
non grata

Le ministre de l'Intérieur accuse les enquêteurs du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'Homme (BCNUDH) de manque de professionnalisme et d'honnêteté en remettant en cause les résultats de leurs enquêtes au sujet de graves violations de droit de l'homme ayant émaillé l'opération « Likofi », initiée par le gouvernement, visant l'éradication du banditisme urbain dans la capitale. Scott Campbell se serait permis, en dehors de toute vérification élémentaire des faits, d'imputer « par présomption » des faits délictueux ou criminels anonymes aux membres des FARDC, sans documenter ses accusations.

D'où la décision du ministre Richard Muyej de l'expulser au grand dam de la Monusco qui prône plutôt des négociations avec le gouvernement dans le sens d'amener l'Exécutif national à revenir aux bons sentiments.

Page 13

ÉDITORIAL

Sécurité

Ce qui se passe depuis des mois en Centrafrique, depuis des années en République démocratique du Congo, à notre porte donc, devrait nous inciter à réfléchir plus avant sur la sécurité intérieure de notre propre pays. Non que celle-ci soit mal organisée, mais parce que de nouvelles menaces apparaissent de par le vaste monde qu'il est nécessaire de prendre en compte sans attendre qu'elles se concrétisent chez nous aussi par des actes barbares.

De tous les pays qui composent l'Afrique centrale, le Congo est certainement celui qui se protège le mieux contre la violence ordinaire, le fanatisme, l'ethnicisme et autres dérives inhérentes à la nature humaine. Ayant vécu dans sa chair les terribles blessures que peuvent provoquer les désordres intérieurs, ce pays a su construire dans les quinze dernières années un système lui permettant, d'une part, d'anticiper les crises éventuelles, d'autre part de protéger ses frontières contre d'éventuels débordements venus d'ailleurs. Cela ne le met cependant pas totalement à l'abri des dérives qui se produisent autour de lui et c'est pourquoi il convient de réfléchir, voire même de débattre, sur les réponses à apporter aux menaces pesant sur notre société.

Disons très clairement que si l'État assume une responsabilité majeure dans ce domaine, la société civile se trouve elle aussi directement concernée et que, par conséquent, la plus grave erreur qu'elle pourrait commettre aujourd'hui serait de l'oublier. Les drames que vivent près de nous les Centrafricains et les Congolais de RDC sont là pour démontrer que la puissance publique ne peut préserver seule la paix civile. Si les citoyens ne se mobilisent pas à ses côtés pour asseoir leurs libertés sur des bases solides et durables, elle peut se trouver vite débordée.

Sans sombrer dans un pessimisme qui ne repose aujourd'hui sur aucun indice concret, puisque la paix règne sur toute l'étendue de notre territoire, disons que le moment est propice pour réfléchir ensemble, tous ensemble, aux réponses qu'il conviendrait d'apporter si, par malheur, les désordres constatés à nos portes tendaient à gagner subrepticement le Congo.

Dans un semblable contexte, l'on n'est jamais assez prudent !

Les Dépêches de Brazzaville

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le CAB nécessite une restructuration

La conception du projet Central African backbone (CAB) n'est pas allée loin au niveau des réalisations, se contentant exclusivement sur les interconnexions et le coût que cela faudrait, sans penser au côté création de richesse à travers le nombre d'emplois que cela pourrait générer. Alors, une restructuration du projet s'impose.

De l'évaluation faite à mi-parcours, le projet est porteur. Cependant, ce qu'il faut regretter c'est que le cadre conceptuel, dans la formulation, a été limitatif. Ceci s'explique vu que les ambitions du projet ont été limitées à la réalisation des interconnexions et la gestion des coûts. Au-delà de cet objectif, il y a mieux à faire. Avec l'industrie du numérique, seront créés des emplois qui génèrent de la richesse, c'est à ce niveau qu'il fallait s'appesantir. Mais la conception du projet n'est pas allée loin au niveau des réalisations.

« Il faut la financer car partout où cela a été fait, il y a eu de la croissance et de l'emploi. Cela peut contribuer significativement à améliorer de manière durable les conditions de vie des populations. Sur cette composante il faut parier car elle va révolutionner le train-train quotidien des Congolais dans les prochaines années », a expliqué Urbain Bienvenu Tsala, le consultant en charge de l'évaluation. Par ailleurs, le projet a réalisé les assistances techniques demandées et devra passer à une phase de concrétisation imminente. « Nous y sommes presque car, nous allons bientôt démarrer les travaux de construction de la fibre entre le Congo et le Gabon », a déclaré le coordonnateur du Cab, Luc Missidimbazi.

Le comité de pilotage du Cab a validé, le 17 octobre à Brazzaville, le besoin de restructurer le projet pour atteindre les objectifs fixés.

La nécessité de la restructuration vient de l'évolution du numérique, le besoin des utilisateurs, la transition analogique, le besoin des infrastructures, ainsi que ce qui a été réalisé. « Nous avons aujourd'hui des infrastructures qui existent, un cadre juridique, et il faut le restructurer pour être en phase avec ces objectifs atteints et surtout avec l'évolution du monde du numérique. La nécessité est due du fait

que le besoin en financement n'est plus le même et puis les utilisateurs ont des besoins qui varient », a expliqué le coordonnateur du CAB. Aussi, l'évaluation du besoin pour restructurer le projet n'est pas encore estimée.

Qu'est ce qui est déjà fait pour la connexion Congo-Gabon

Luc Missidimbazi estime que le projet tire à sa fin avec la construction du tronçon Congo-Gabon, déjà engagé et quasiment bouclé. Plusieurs dispositions ont été engagées pour la réalisation de cette infrastructure en fibre optique. On cite que les

À la date d'aujourd'hui avec le montant prévisionnel, il n'est pas possible de réaliser une seule interconnexion. Celle dont les travaux sont plus avancés, Pointe-Noire-Dolisie et Mbinda, l'enveloppe consentie est insuffisante pour la réaliser. « Alors si l'on veut continuer dans la perspective d'atteindre l'interconnexion, il faut un fond additionnel », a proposé le consultant. En effet, le projet CAB a été validé pour un montant de 15 milliards francs Cfa. Il a subi une perte de fait de variation d'échange de l'ordre de 353 million. Il réalise un taux d'exécution des activités à la date d'aujourd'hui de

À la date d'aujourd'hui avec le montant prévisionnel, il n'est pas possible de réaliser une seule interconnexion. Celle dont les travaux sont plus avancés, Pointe-Noire-Dolisie et Mbinda, l'enveloppe consentie est insuffisante pour la réaliser.

études environnementales ; un protocole d'accord d'utilisation de l'emprise du Chemin de fer Congo-océan rédigé, à signer ce mardi ; les études techniques de faisabilité ; l'appel d'offre pour la sélection du titulaire du marché a été lancé. Reste plus la pose de la première pierre. En outre, le gouvernement devrait penser mettre en place la société de patrimoine très attendue pour gérer toutes ces infrastructures ainsi que le data center et le point cg.

L'interconnexion en danger

Le Cab reste optimiste en dépit de l'évaluation du projet par le consultant. Dans son évaluation, il est aussi ressorti que les études préalables se sont plantées sur le coup de certaines activités.

80%. Cependant, ces résultats contrastent quelque peu avec le taux de décaissement, autour de 25%. En termes de recommandations, le Consultant a proposé la mise en place d'un fonds additionnel pour financer les infrastructures, la connectivité. Mais le plus important, l'industrie du numérique. Elle permet d'anticiper au-delà des structures d'interconnexion et de la gestion des coûts. « Pour 2015, nous avons demandé au comité de pilotage, de mettre à notre disposition un fonds afin d'évaluer les activités futures à mener pour l'ensemble du projet dans le cadre de la restructuration », a conclu le coordonnateur du CAB.

Nancy France Loutoumba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzo-ukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagalericongoco.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

11^e FED

Le Congo et l'UE dressent un programme

Le Congo et l'Union européenne (UE) préparent les projets qui seront financés dans le cadre du 11^e Fonds européen de développement (FED). En matière de gestion du FED, les deux partenaires l'ont toujours exécuté conjointement.



La séance de travail entre les deux parties

La représentante de l'Union Européenne, Saskia De Lang, a eu une séance de travail le 17 octobre à Brazzaville, avec le ministre délégué au Plan, Léon Raphaël Mokoko. Les deux partenaires ont passé en revue la coopération entre le Congo et l'Union européenne.

Les deux personnalités ont aussi discuté sur la programmation du 11^e FED. Celui-ci prévoit des activités de financement sur une période de 5 ans et cela débutera à partir de 2015. Ils ont travaillé sur les projets des secteurs à retenir dans lesquels le Congo et l'UE œuvreront.

« Nous avons échangé sur le développement local, du secteur de la gouvernance économique pour créer les meilleures conditions du

secteur public au Congo tant pour les investisseurs étrangers que pour la petite et moyenne entreprise congolaise », a souligné Saskia de Lang.

Selon la représentante de l'UE, dans le cadre de la mise en œuvre du FED, les activités s'exécutent dans les délais et avancent bien. Elle a cité quelques illustrations: la construction de la route Kinkala-Mindouli, nationale n°1 dont les travaux avancent comme prévu ; les travaux sur le port de Brazzaville à travers le dragage pour éviter l'ensablement, un travail constant ; l'équipement du port par des grues pour le chargement des bateaux. « Des résultats tout à fait concrets », a-t-elle conclu.

Nancy France Loutoumba

COMMERCE

Les chinois élisent un nouveau comité de leur association

Les neuf membres du nouveau bureau présidé par Ma Dechao ont été installés le 17 octobre à Brazzaville. C'était au cours d'une cérémonie solennelle organisée en présence de la ministre congolaise du Commerce et des Approvisionnements, Claudine Munari, et de l'ambassadeur de la République populaire de Chine au Congo, Guan Jian



Guo Yougun passant le témoin à Ma Dechao/credit photo Adiac

Ma Dechao succède à Guo Yougun à la tête de cette organisation. Selon le président sortant, la création de l'ACCC a permis aux ressortissants chinois de renforcer la cohabitation avec les Congolais et la collaboration avec l'administration congolaise afin dit-il, de promouvoir leurs affaires au Congo, en toute sécurité et défendre leurs intérêts. Il a également invité les ressortissants chinois vivant au Congo à la cohésion et au respect des normes et lois de leur pays d'accueil. Prenant ses nouvelles fonctions, Ma Dechao a reconnu l'ampleur de la tâche qui attend le nouveau comité. Selon lui, l'ACCC ne ménagera aucun effort cesse pour s'investir dans l'amélioration des conditions de travail de ses membres et, assurer la sauvegarde des intérêts des commerçants chinois opérant au Congo. S'engageant à capitaliser les acquis de l'ancien comité, le nouveau président entend poursuivre l'exécution des missions qui leur sont assignées. Ainsi, le quatrième comité, s'est-il engagé, à unir en son sein tous les opérateurs économiques chinois au Congo, développer plusieurs activités au Congo pour aller de l'avant, défendre les intérêts réciproques des deux pays. « C'est-à-dire que nous devons tous gagner, personne ne doit perdre. Cette association sera comme un plaidoyer de tous les Chinois au Congo », a conclu Ma Dechao.

Le mandat du 4^e comité de l'Association des commerçants chinois au Congo (ACCC) est de trois ans. En effet, créée en 2002 cette association compte actuelle-

ment près de 1000 membres. Elle se veut être une nouvelle plateforme qui contribue au renforcement de la coopération économique entre le Congo et la Chine. L'ACCC pourrait être, d'après ses mentors, un grand apport à la croissance économique pour les deux pays.

Dans son mot de circonstance, l'ambassadeur de la République populaire de Chine au Congo, Guan Jian, a fait valoir une coopération gagnant-gagnant. Car des commerçants chinois apportent, de leur côté, des investissements de la partie chinoise et des emplois à la partie congolaise. Le diplomate a cependant déploré le handicap communicationnel entre bon nombre de Chinois vivant dans le pays et les Congolais. « L'ambassade a des inquiétudes pour tous les ressortissants chinois qui ne peuvent pas communiquer avec les Congolais. C'est ainsi que nous invitons, surtout les fonctionnaires de l'Etat, à servir de pont entre les ressortissants chinois et le gouvernement congolais pour apporter une assistance à ces Chinois, à travers votre générosité, votre hospitalité », a indiqué Guan Jian.

Du transfert de compétences

De son côté, la ministre congolaise du Commerce et des Approvisionnements a encouragé la partie chinoise parce que les

deux pays étaient dans une logique gagnant-gagnant. Dans le domaine des infrastructures d'une manière générale, a rappelé Claudine Munari, qu'il s'agisse de l'eau ou de l'électricité, le Congo a toujours su compter sur l'apport de la coopération chinoise. «... je tiens à vous féliciter, les opérateurs chinois, parce que vous êtes la communauté avec laquelle j'ai moins de problèmes. Je vous invite à participer pleinement au transfert de technologies. Vous travaillez entre vous Chinois, c'est très bien, je voudrais que vous vous ouvrez aux Congolais », a-t-elle souhaité.

Elle a également fait valoir les potentialités agricoles que regorgent son pays. Lesquelles, les commerçants chinois se doivent d'exploiter: « Nous avons besoins de nous nous nourrir en produisant nous-mêmes. Alors nous volons des commerçants, des agriculteurs, des pêcheurs. Nous voulons que vous fassiez venir vos collègues qui vont partager ce savoir parce que la Chine aujourd'hui est auto-suffisante sur le plan alimentaire, nous voulons profiter de votre savoir-faire. Donc, appelez vos compatriotes et ensemble nous allons faire de ce Congo un petit miracle de la nature », a suggéré Claudine Munari.

Parfait Wilfried Douniama

LE FAIT DU JOUR

Le Congrès africain pour le progrès

Dans la longue liste des partis politiques de l'ère congolaise, il faut désormais ajouter le Congrès africain pour le progrès, le Cap. Le 11 octobre dernier, dans une salle de conférence du Palais des congrès à remplir, deux groupes folkloriques ainsi qu'une chorale religieuse appelés pour la circonstance animent la partie. C'était le jour choisi par les fondateurs de cette nouvelle formation politique pour en organiser la sortie officielle. Le rendez-vous pris pour 13 heures court jusqu'à deux heures plus tard. À l'entrée de la salle, des militants vous distribuent un tract sur lequel sont relayés des appels invitant au refus du changement de la constitution.

Puis, l'on assiste à l'arrivée des dirigeants du Cap. Ils arborent un foulard de couleur jaune noué au cou. Ce sont tous ou presque des hommes et des femmes connus. Anciens du Parti congolais du travail pour les plus en vue d'entre eux, anciens ministres et anciens responsables de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale : Christophe Moukouéké, Victor Tamba-Tamba, Jean Itadi, Dominique Nimi Madingou, ou encore Jean Mouyabi. On est effectivement en présence d'hierarches à qui l'on ne peut rien apprendre de la chose politique de chez nous au Congo. Tout comme leurs invités d'honneur, Mathias Dzon et Clément Mierassa.

Ce décor planté, auquel il faut ajouter le régime de palmier, logo du parti, disposé devant le présidium de la réunion, les choses sérieuses peuvent commencer. En prime, un discours coriace du porte-parole du Cap, Christophe Moukouéké. Rompu à l'exercice, l'homme dévoile les intentions du mouvement qui vient de naître. En s'attaquant à deux camps. Le premier, celui du parti que les nouveaux dirigeants venaient de quitter, l'Upads. À ses yeux, celui-ci n'est plus que l'ombre de lui-même depuis qu'il a manqué de ressouder l'unité de sa haute sphère dans le sillage de son congrès extraordinaire de 2013. L'ex-Secrétaire général de l'Upads l'accuse aussi de s'être « compromis » avec le pouvoir en place.

Le deuxième camp que charge le porte-parole du Cap est justement celui du pouvoir, dont le bilan depuis dix-sept ans « n'a rien de positif », insiste-t-il. Chaque fois que les pics de l'orateur sont salués par des ovations successives, une dame assise parmi ses camarades secoue la tête, elle n'acclame pas, elle désapprouve. Estime-t-elle, peut-être, que tout ce qui est dit ne l'est pas de bonne foi. Mais celui qui a la parole n'est pas d'humeur à ne pas profiter d'une telle tribune pour montrer ses talents de tribun prompt à donner dans la polémique. Cela va durer un peu plus

d'une demi-heure. Avant qu'il ne reprenne à nouveau le micro pour cette fois présenter la composition des responsables des instances provisoires du nouveau parti.

Si le Cap, tout comme l'Upads, ont pour mentor sacré l'ex président Pascal Lissouba, ils ont aussi en commun de chasser sur les mêmes terres du Grand Niari. Les instances des deux formations politiques puisent leurs cadres essentiellement dans cette partie du pays. Ils se tireront dessus politiquement dans ce fief qu'ils contrôlaient ensemble il y a près de vingt ans.

Sur le banc des alliés du Cap, à cette cérémonie officielle, n'étaient présents que les leaders de l'opposition dite radicale. Son discours faisant foi, on peut imaginer ce que sera le combat de ce parti dans les jours à venir. À condition, toutefois, que d'ici là, des dissensions liées à son fonctionnement, ou à l'attribution des postes définitifs lors de son congrès constitutif dont la date reste à fixer ne l'emportent corps et biens. À l'origine des querelles interminables dans leur ancien parti, l'Upads, des palmiers duquel ils tentent d'hériter les régimes de noix, se trouvaient en effet aussi les luttes de leadership.

Gankama N'Siah

CONGO-CUBA

L'ACAP salue l'action d'Alba Beatriz Soto Pimentel

Arrivée au terme de sa mission en République du Congo, l'ambassadeur de Cuba, Alba Beatriz Soto Pimentel, est allée faire ses adieux, le 16 octobre, aux membres de l'Association congolaise d'amitié entre les peuples (ACAP)

Selon le président de l'ACAP, Vital Balla, l'ambassadeur de Cuba a exercé ses fonctions au Congo, non seulement en qualité de diplomate, mais aussi en tant qu'amie du peuple congolais. « Nous étions ensemble avec vous quand le comité d'amitié Congo-Cuba a vu le jour. Cette flamme que nous avons allumée ensemble, ne s'éteindra jamais. Chère amie, vous porterez notre message le cœur dans la main au peuple frère de Cuba qui, à notre niveau, avait toujours œuvré pour que la cause palestinienne triomphe comme nous avons lutté à l'époque pour que la République populaire de Chine regagne son siège aux Nations unies », a-t-il rappelé.

L'ACAP et l'Institut cubain d'amitié avec les peuples ont, a indiqué Vital Balla, noué des relations amicales pour continuer l'histoire commune du Congo et de Cuba dans les domaines multisectoriels. Selon lui, la République de Cuba a remporté plusieurs victoires dans les domaines socioéconomiques, malgré les « blocus injustes » que les gouvernements successifs des Etats-Unis d'Amérique lui ont imposés. Ce qui se justifie, entre autres, sur la formation de plusieurs jeunes du monde à l'île de la liberté. C'est ainsi que l'ACAP a invité la communauté internationale membre des Nations



Vital Balla entouré de Maydols B. Sosa Hilton et d'Alba Beatriz Soto Pimentel

unies à demander aux dirigeants Nord-américains à lever le blocus sur la base de Guantanamo pour libérer tous les cinq Cubains arrêtés.

Au plan national, Vital Balla s'est réjoui du nouvel accord conclu entre les gouvernements congolais et cubains dans le domaine de la santé pour la formation de nombreux jeunes Congolais en médecine. S'agissant de la lutte contre la fièvre hémorragique à virus Ebola, l'ACAP s'est félicitée de l'envoi par Cuba d'un détachement d'agents de santé en Afrique de l'Ouest, notamment en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone pour la sauvegarde de l'homme contre cette épidémie. La diplomate cubaine a, quant à elle, rappelé que les tâches qu'elle a accomplies avec la participation congolaise n'étaient pas des moindres. Alba Beatriz Soto Pimentel a, par exemple, cité le blocus entre les Etats-Unis et Cuba et la lutte pour la libération des cinq Cubains emprisonnés en Amérique dont deux ont été libérés. « Pour nous, cela reste comme un blocus pour une cause essentielle de notre route qui

préoccupe les Congolais et les autres nations par le monde. C'est une cause essentielle pour laquelle, nous demandons une fois de plus aux familles un soutien essentiel. Nous sommes conscients que le blocus et la libération des trois Cubains ne seront pas une lutte que nous allons mener dans les tribunaux et les instances judiciaires internationales. Ces sont des luttes qui doivent être menées par l'opinion internationale », a-t-elle indiqué, précisant que l'appui de chacun pourrait les emmener à la victoire finale. Alba Beatriz Soto Pimentel s'est, enfin, dit confiante qu'à travers leur représentante, l'amitié, l'appui et la solidarité au Congo seront de plus en plus forts. « Je vous demande avec plus d'encouragement de travailler avec la chargée d'affaires de l'ambassade de Cuba, Maydols B. Sosa Hilton, pour qu'on puisse renforcer la solidarité », a-t-elle conclu, se disant heureuse de passer un long moment au Congo.

Parfait Wilfried Douniama

RÉLIGION

La basilique Sainte Anne dotée de nouveaux appareils de sonorisation

Le député de la 1^{re} circonscription électorale de Poto-Poto, Jean de Dieu Kourissa, a fait don d'instruments de sonorisation, le 17 octobre à Brazzaville, à la paroisse catholique Saint Anne. Un geste généreux pour marquer ce dixième mois de l'année consacré à la célébration de la vierge Marie.

Ce don d'une valeur estimée à plus de 15 millions FCFA va contribuer à la pérennisation de la nouvelle évangélisation des peuples. Il est constitué essentiellement : d'une table de mixage professionnel, de vingt-quatre microphones avec port Usb, de plusieurs enceintes d'une puissance de 1000 à 350 watt, 60 Hertz et impédance de 80 hm, des microphones professionnels, des amplificateurs basses de 500 et 1000 watts, des retours de scènes, des câbles d'enceintes, des pieds de microphones, etc. L'offre de ce don est aussi justifiée par la qualité défectueuse de la

sonorisation de cette paroisse nouvellement réhabilitée. « En effet, l'idée de faire ce don à la basilique Sainte Anne est née d'un constat. Un jour, pendant que je participais à la messe dans cette église, je me suis aperçu que la voix du lecteur était à peine audible. À la fin de la messe, je compris que je n'étais pas l'unique à faire le constat. Le choix était simple et clair, porter ma petite contribution au rayonnement de la basilique et à l'amélioration de la qualité des célébrations eucharistiques », s'est justifié, le député Jean de Dieu Kourissa.

Selon la tradition biblique et judéo-chrétienne, le ciel et la terre bénissent ceux ou celles qui savent donner volontiers à Dieu et, ils gratifient aux centuples à ceux ou celles qui ouvrent leur cœur à Dieu. Ainsi donc, le père curé recteur de la paroisse, Serges Armand Kiyindou, ému du geste a prononcé des paroles de bénédiction au nom de l'église et de l'équipe presbytéral : « Les mots me manquent pour dire merci. Dire

merci d'abord à Dieu qui a écouté nos prières qui ont touché le cœur d'un de ses serviteurs à faire ce geste de charité. Les mots me manquent pour exprimer notre gratitude à votre personne, pour votre attention à notre basilique et au culte rendu à Dieu. Tous nous pouvons dire merci et même si merci est insuffisant, c'est un mot bien grand pour dire notre gratitude. Nous le tiendrons jalousement pour proclamer l'évangile ».

Dans le cadre architectural de l'église catholique, la basilique Sainte Anne de Brazzaville représente une fierté nationale et un patrimoine historique en Afrique. L'édifice a été méconnaisable, rappelons-le, après la guerre du 05 juin 1997. « Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, n'a ménagé aucun effort, ni moyen pour redorer son blason. Sur ses traces donc, j'ai voulu apporter ma petite pierre à la construction de l'édifice commun », a rappelé Jean de Dieu Kourissa, député du PCT.

Fortuné Ibara

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 027F/SNE/DG/CGMP/2014

Objet : Acquisition de coffrets de comptage.

1. La Société Nationale d'Electricité a prévu dans son budget d'investissement des fonds pour financer l'acquisition de coffrets de comptage permettant de poursuivre l'opération pose compteurs à tous les clients de Brazzaville et Pointe-Noire. Elle a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché de fourniture portant sur l'acquisition de 12 000 coffrets sécurisés avec compteurs électroniques basse tension.
2. A cet effet, elle sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir ce matériel. La liste exhaustive des fournitures est contenue dans le dossier d'appel d'offres (bordereau descriptif et quantitatif).
3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert à tous les candidats éligibles.
4. Les candidats intéressés peuvent se renseigner sur le dossier d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : Cellule de Gestion des Marchés Publics, 2ème étage de l'immeuble du siège social de la SNE de 08h00 à 15h00. Ils peuvent également s'en procurer à l'adresse mentionnée ci avant, contre un paiement non remboursable de 600 000 F CFA, payable en espèce.
5. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 20 Novembre 2014 à 13h00 et seront ouvertes le 20 Novembre 2014 à 14h00 en présence des représentants des candidats qui le souhaitent à l'adresse ci-après : salle des réunions de l'immeuble du siège social de la SNE, sise 4^e étage. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Une garantie d'offres, d'un montant équivalent à deux pour cent (2%) de la valeur de leur soumission est requise. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission et être adressées à l'attention de Monsieur Louis KANOHA ELENGA, Directeur Général Président du Directoire/ corneilleobonaa@yahoo.fr ; amourspoirabe@yahoo.fr.
Tel : 222 81 06 587 242 05 558 08 021 242 0
88 587 242 05 588 88 58.



sade



VENTE DE CONTAINERS

La SADE CGTH met en vente des containers 40» au prix de 1.500.000 XAF HT l'unité. Ce prix ne comprend ni le transport ni la manutention. Pour toutes informations complémentaires veuillez contacter notre secrétaire :
Brazzaville : 05 627 42 31
Pointe noire : 05 627 42 32

PROGRAMME DES OBSÈQUES DE MAMAN PHILOMÈNE BIBILA

Mme Pascale Djakit informe les parents, amis et connaissances du décès de sa mère Philomène Bibila survenu le 7 octobre 2014 au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n° 126, rue Moussouabali, Ngambio La base à Mfilou. L'enterrement aura lieu le mardi 21 octobre au cimetière Wayako selon le programme ci-après :

9H : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville,
10H : recueillement au domicile,
12H : départ pour l'église Protestante (après le rond point Mouhomi),
14H : départ pour le cimetière Wayako,
16H30 : fin de la cérémonie.



3G Services Organise les Formations avec Certifications Internationales Linux suivantes à Brazzaville :



FORMATION ET CERTIFICATION LINUX (DEBIAN&REDHAT)

LPI 101 : LPI Niveau 1 Examen de certification Linux 101 administrateur Linux Junior Partie 1

LPI 102 : LPI Niveau 1 Examen de certification Linux 102 administrateur Linux Junior Partie 2

LPI 201 : LPI Niveau 2 Examen de certification Linux 201 administrateur Linux Avancé Partie 1

LPI 202 : LPI Niveau 2 Examen de certification Linux 202 administrateur Linux Avancé Partie 2

Début : 6/11/2014 Durée : 1 Mois/module Contacts : 06 686 55 43 /04 021 87 94/050745167

Prix des formations à partir de 250 000FCFA (frais de formation, frais tests blancs, frais documents formation, frais logiciels formation)

Nous proposons aussi les Formations Linux à la carte. Durée : 3-5 jours

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

□ « La réalité est que l'Afrique ne peut compter sur l'aide au développement pour se transformer ; elle s'oriente donc vers l'investissement privé et la mobilisation des ressources nationales ! »

**Carlos Lopes, secrétaire exécutif de la Commission économique de Nations unies pour l'Afrique (CEA),
Le Point, 16 octobre 2014**

□ « Si les chefs d'État décident que l'OIF doit rester un « machin culturel », certains parmi les candidats ont indéniablement un meilleur profil que moi. »

**Jean-Claude de l'Estrac, Mauricien, candidat au poste de secrétaire général de l'OIF (Francophonie),
Jeune Afrique, 13 octobre 2014**

□ « L'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 constitue l'acte de naissance de l'État islamique. »

Olivier Roy, directeur de recherche au CNRS, Libération, 3 octobre 2014

□ « ... l'université peut être un excellent endroit, il n'y a pas que les grandes écoles, pour l'excellence de l'enseignement et de la recherche. »

Jean Tirole, chercheur à l'université de Toulouse et directeur de l'école d'économie de Toulouse, Prix Nobel d'économie 2014, RFI, mardi 14 octobre

□ « À travers la musique, on peut, effectivement, contribuer à valoriser la paix, à semer dans le cœur de chaque Africain, de chaque citoyen du monde, comment cultiver la valeur de la paix. »

Watt Millo, artiste-musicien burkinabè, le faso.net, 16 octobre 2014

SANTÉ

La psychose du virus Ebola gagne du terrain en Europe et aux États-Unis

L'inquiétude qui règne en Europe après des cas de contagion hors d'Afrique suscite une psychose généralisée d'une contagion de masse au virus Ebola dans les quatre coins du continent, malgré des appels au calme et des contrôles renforcés aux frontières dans plusieurs pays.

L'angoisse de contagion de masse du virus Ebola a fait que des aéroports entiers, écoles, hôpitaux, et autres structures ont été fermés dans plusieurs villes et capitales occidentales. Et parfois ce sentiment de peur astreint les gens jusque dans leurs chambres à coucher. Réagissant à cette peur bleue qui gagne l'Occident, Nicolas Veilleux, psychologue de Médecins sans frontières (MSF), a relevé le décalage, ou mieux selon ses propres termes, « une forme de distorsion » qui existe entre la réalité et la peur d'être contaminé. « On fait face à une peur et une prise de conscience que le virus peut passer les frontières », constate-t-il. « Ce genre de comportement, s'est beaucoup vu au début de l'épidémie du sida dans les années 80 », a rappelé le psychologue qui a plaidé pour une meilleure éducation sur les modes de transmission du virus Ebola. En Espagne où le premier cas d'Ebola contracté hors d'Afrique a été diagnostiqué sur une infirmière qui avait traité deux missionnaires morts de la fièvre hémorragique après leur rapatriement au Liberia et en Sierra Leone, des experts relèvent des comportements troublants. Ils déplorent déjà le fait que l'hôpital Carlos III, à Madrid qui centralise le traitement des cas éventuels, a demandé aux médias de ne plus diffuser les images de patients aux fenêtres. Les responsables de cette structure justifient cette mesure au motif qu'ils ont reçu une avalanche d'appels de personnes inquiètes que le virus puisse se répandre

dans l'air. Des témoins affirment qu'il est même difficile aujourd'hui de trouver un taxi aux abords de l'établissement sanitaire puisque les chauffeurs craignent que les personnes qui s'y rendent soient déjà contaminées. Jusqu'à maintenant, les premières victimes de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola sont les ressortissants africains, d'où qu'ils viennent. Le dernier bilan de l'OMS indique que la pandémie a déjà fait près de 4.500 morts sur

trois familles ont déjà refusé de déposer leurs enfants dans une école de Boulogne-Billancourt, dans la banlieue parisienne, en raison de la présence d'un élève récemment rentré de Guinée, comme l'a indiqué la mairie de la commune. Par ailleurs, une source proche de la représentation diplomatique du Congo en France indique que l'ambassade du Congo qui cherchait un local pour une opération de renouvellement des passeports de ses

« Ce genre de comportement, s'est beaucoup vu au début de l'épidémie du sida dans les années 80 »

environ 9.000 cas enregistrés dans cinq pays d'Afrique (Liberia, Sierra Leone, Guinée, Nigeria, Sénégal), en Espagne et aux États-Unis. Après l'Espagne et les États-Unis, une alerte sanitaire a été déclenchée en Italie quand un Somalien, qui n'avait pas quitté le pays depuis deux ans, a saigné du nez et fait un malaise dans un bureau des services d'immigration où il venait faire renouveler ses papiers. Après des examens, l'on était arrivé à la conclusion qu'il s'agissait plutôt d'une crise d'épilepsie au lieu d'Ebola. L'angoisse de l'épidémie Ebola n'a pas épargné la France. En témoigne ce qui s'est passé la semaine dernière lorsqu'un commissariat de police de la banlieue de Paris a été bouclé après qu'un homme de retour du Nigeria s'y est présenté en disant avoir des vomissements. Heureusement, cette crainte a été rapidement levée. Cette personne n'avait pas de fièvre et était rentrée en France depuis trois mois, bien au-delà de la durée d'incubation de 21 jours. Dans la capitale française toujours,

ressortissants en France, a indiqué s'être vu refuser une location par une société en raison de « l'épidémie d'Ebola ». Des sources concordantes font état de la peur qui est particulièrement prégnante dans des lieux publics des pays comme la Turquie, où plus d'une dizaine de fausses alertes ont été recensées à Istanbul ; la Belgique, où des bagagistes de l'aéroport de Bruxelles ont refusé de décharger des vols en provenance de Guinée. Il faut aussi parler des États-Unis, où deux établissements ont été fermés dans l'Ohio (nord) et le Texas (sud) de crainte que des élèves ou un enseignant couvent le virus après avoir voyagé entre les deux États par le même vol qu'une infirmière contaminée. La discrimination et l'ostracisme vont déjà au-delà des pays africains touchés par Ebola. C'est le cas en Grande-Bretagne, où une écolière a, sous la pression des parents, annulé un échange avec un enseignant originaire du Ghana.

Nestor N'Gampoula



INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91
E-mail : inscription@iprc-training.org
Site web : www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus ou par email.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
EP13	Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement	5 jours	03 au 07 novembre 2014
GMP02	Passation des marchés publics (Travaux, fournitures et services)	5 jours	10 au 14 novembre 2014
EP01	Gestion efficace des archives et classements	5 jours	17 au 21 novembre 2014
BTP01	Assurer la fonction de chef de chantier Bâtiment et travaux publics	4 jours	24 au 27 novembre 2014

**Ne Perdez Plus
VOTRE REPERTOIRE
AVEC
WARID PROTECT**



Avec **Warid Protect**, sécurisez toutes vos données téléphoniques (répertoire, photos, vidéo, etc.).

Pour l'activation, composez ***4343*1*1# OK /YES**

Coût : 400 fcfa/mois*

* Plus coûts de navigation en cas échéant

www.waridtel.cg 04 400 01 23 ou 123 Warid Congo SA



VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES SUR SAISIE VENTE

ENGINS D'EXPLOITATION FORESTIERE – SCIERIE DE BOIS EXOTIQUES

Date de l'adjudication : 24 Novembre 2014 à 9 heures

Lieu : sur le site industriel de Enyelle Likouala

Visite du matériel à Enyelle Likouala République du Congo

Pièces de la procédure disponibles en l'étude de Maîtres Edith Bertille Amisseleve et Edmond Hugues Mbani Ombele Huissiers de Justice Commissaires-Priseurs.

Engins forestiers CATERPILLAR – Bull D7H – Grader 140 G – Skider 525 B – Chargeuses 936 F / 966 / 980

Véhicules usagés –tracteur routier RVI 320 – remorque plateau- camion grumier –

Lot de pièces 9 citernes à carburant / Groupes électrogènes 450 Kva Caterpillar / 550 Kva Baudoin / 450 Kva Lepron

Matériels de scierie industrielle de bois exotiques / 2 Chariots Hydrauliques Renneport / Scies Gillet 1600

Deck de chargement / Nigger / Mudata / Palans / Transfert et tables à rouleaux /

Déligneuse Paul 1500 Ebouteuses / Salle d'affutage / palans / Atelier mécanique /compresse / Dédoubleur Gillet 1300 / Pièces



**ETUDE DE MAITRES EDITH BERTILLE AMISSELEVE ET
EDMOND HUGUES MBANI OMBELE**

Huissiers de Justice Commissaires-Priseurs près de la Cour d'Appel de Brazzaville, étude sise au n° 122,

Rue Louolo Plateau des 15 ans à côté du Bar le 225, secteur PSP Plateau.

Tél : 05526 86 11 / 06 983 45 77 ; 06 924 4394

Dossier complet des conditions générales de la vente sur demande par mail

E-mail : ventecongo@gmail.com

110 ans d'expertise en nutrition infantile



Créés il y a plus de 110 ans en France, les experts des Laboratoires Picot développent des formules assurant à votre enfant tous les éléments dont il a besoin pour bien grandir.

Parce qu'il est important de donner à votre enfant le meilleur même après 1 an, les Laboratoires Picot ont **conçu Picot Croissance**, un lait qui aide à renforcer les défenses naturelles.

Renforce les défenses naturelles

Offrons à votre enfant ce qu'il y a de meilleur.



DIPLOMATIE AMÉRICAINE

Kristin M. Kane présente l'Africa Regional Services

La nouvelle directrice de l'Africa Regional Services (ARS), Kristin M. Kane a reçu les Dépêches de Brazzaville (DB) à Paris, le 16 octobre. Elle a présenté le cadre de sa mission et la place particulière de l'ARS en tant qu'instrument au service de la diplomatie culturelle américaine en Afrique francophone via la langue française.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Parlez-nous d'Africa Regional Services, une structure pas assez connue par les Africains.

Kristin M. Kane (KMK) : Africa Regional Services (ARS) existe depuis 1962. Notre produit phare depuis 52 ans est les éditions Nouveaux Horizons, né au moment des indépendances africaines. Notre structure est unique. C'est une division du département d'État américain, Bureau des Affaires africaines. Nous faisons à la fois de la diplomatie publique et les relations avec le peuple africain. Nous réalisons beaucoup de documents rédigés en français, et prioritairement adressés aux pays d'Afrique francophone.

LDB : Pour quel but ?

KMK : Notre but est d'offrir des programmes et des services d'ordre culturel et informatif en français.

Car nous sommes conscients de l'importance de la langue française, et des relations que la France entretient avec l'Afrique francophone. Il nous paraît donc important d'échanger avec les Africains francophones en français. Par exemple, en Côte d'Ivoire où nous développons un programme sur la promotion de l'éducation auprès des jeunes filles. Or nous sommes conscients du niveau d'anglais dans le pays. Nous envoyons donc une personne échanger avec les populations en français. Ce qui permet d'échanger et de faire passer la politique de notre gouvernement.

LDB : Pourquoi avoir choisi Paris comme plate-forme ?

KMK : les raisons sont multiples : cela nous permet d'être à la même heure que les pays africains et facilite l'échange avec nos ambassades d'Afrique. Nous sommes aussi basés à Paris à cause des meilleures sources, de traducteurs et de publications de livres en français. Mais cela nous permet aussi de communiquer avec plus de 100 millions d'Africains francophones.

LDB : Quelles sont vos relations avec la Francophonie ?

KMK : Avec la Francophonie, nos relations sont plutôt informelles. Mais à travers les pays membres, nous suivons les intérêts de la Francophonie en Afrique. Et si la Francophonie réussit à faire avancer la démocratie, les droits de

l'homme en Afrique, nous serons contents. Car nous partageons avec la France les mêmes visions et les mêmes intérêts pour l'Afrique.

LDB : Comment réussissez-vous à installer un dialogue avec la diaspora africaine ?

KMK : Nous communiquons avec la diaspora africaine en France et en Europe principalement à travers les réseaux sociaux (Facebook, Twitter). Nous organisons aussi des événements directement avec la diaspora africaine. Nous travaillons également avec une association d'anciens boursiers africains. Chaque année, nous envoyons des Africains aux USA à travers notre programme d'échange International Visitor Leadership Program. Nous restons toujours à l'écoute des priorités de la diaspora.

LDB : En août dernier, s'est tenu le sommet Etats-Unis/Afrique sur le thème « Investir sur la prochaine génération », comment appréciez-vous l'événement ?

KMK : Ce sommet a été un événement sans précédent, avec la présence d'une cinquantaine de chefs d'État africains, et des acteurs privés. Le président Barack Obama a consacré une journée entière à l'écoute des chefs d'État africains. Avant le sommet, il avait déjà reçu 500 jeunes africains, qui avaient

participé au programme désormais intitulé « Programme Mandela. » Le thème de la jeunesse est la première priorité du président américain en Afrique. Sur 50 000 jeunes postulants, seulement 500 ont pu bénéficier du programme. Pour les 49 500 autres restés en Afrique, nous sommes en train de construire un réseau de leaders africains qui partagent la même vision que nous, en développant des centres régionaux d'échanges, pour connaître leurs priorités pour avancer le développement en Afrique.

LDB : Est-ce pour dire que vous mettez fin au programme Mandela Washington Fellowship for Young African Leaders ?

KMK : Bien sûr que non. Il se poursuit. Pour l'année 2015, les candidatures sont ouvertes jusqu'au 5 novembre 2014 pour tous les jeunes africains qui veulent postuler à une formation de cinq semaines dans une université ou un stage professionnel à la charge des États-Unis. Ils peuvent consulter le site : youngafricanleaders.state.gov (Date limite: le 5/11/2014)

LDB : Lors du sommet, le président Barack Obama a insisté sur des échanges « égal à égal » avec l'Afrique. Que voulait-il dire ?

KMK : La vision du président Barack Obama répond à l'idée d'un partenariat. Les Africains ne sont

pas là pour recevoir ou pour demander, mais ils sont là comme des entrepreneurs, des leaders avec lesquels nous pouvons faire avancer nos idées sur le continent africain.

LDB : quelles sont les priorités de votre mandat ?

KMK : Elles répondent aux 4 piliers définis en juin 2012 par le président Barack Obama envers l'Afrique subsaharienne : 1- renforcer les institutions démocratiques ; 2- stimuler la croissance économique, les échanges et les investissements ; 3- faire progresser la paix et la sécurité ; 4- promouvoir les possibilités et le développement économique, notamment l'opportunité des jeunes africains à entreprendre et l'avancement du leadership en Afrique

LDB : Où se procurer les éditions Nouveaux Horizons ?

KMK : Dans les librairies des pays francophones. En général, nos auteurs sont des Américains. Ils interviennent sur les problématiques qui touchent l'Afrique et les livres sur la jeunesse. Nos livres bénéficient des subventions du gouvernement américain. Notre mission en fait c'est de promouvoir la politique des États-Unis vers l'Afrique francophone en se servant de la langue française.

Propos recueillis par Noël Ndong

Communiqué de presse de l'OMD

L'OMD participe à la réunion des directeurs généraux des douanes de l'Union africaine à Brazzaville. Invité par l'Union africaine, le Secrétaire général de l'OMD, Kunio Mikuriya, a participé à la réunion du Sous-Comité des Directeurs généraux des douanes, à Brazzaville, République du Congo, les 25 et 26 septembre 2014.

La Commissaire de l'Union africaine pour le commerce et l'industrie, Mme Fatima Haram Acyl, a vivement invité les Membres de l'UA à se préparer à la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, en ce qui concerne la classification et les répercussions en termes de coûts, même si l'adoption du Protocole est toujours au point mort. M. Mikuriya a présenté, quant à lui, l'assistance proposée par l'OMD au travers de ses outils et de son Groupe de travail sur l'Accord sur la facilitation des échanges.

Au cours de la réunion, une table ronde a été organisée sur le thème de l'interconnectivité pour une meilleure facilitation du commerce. Plusieurs Membres ont présenté leur expérience et énuméré un certain nombre de facteurs nécessaires : volonté politique, cadre juridique, infrastructure informatique, méthodes de travail et financement.

M. Mikuriya a présenté les outils de l'OMD visant à structurer l'échange d'informations, s'inscrivant dans le bloc utilitaire des Douanes en réseau international, ainsi que le Manuel sur le transit, actuellement en cours de finalisation. Il s'est également exprimé sur un domaine apparenté, le Guichet unique, et sur la nécessité d'une application progressive, en commençant à l'échelle nationale, fondée sur les pratiques mondiales exposées dans le Recueil de l'OMD sur le guichet unique.

Les délégués ont décidé de prendre en charge la mission visant à assurer une zone continentale de libre-échange. Ils ont également adopté une méthode de travail systématique avec un modèle de plan d'action.

Les participants ont tous apprécié l'excellente organisation et la chaleureuse hospitalité de l'Administration des douanes de la République du Congo et de son Directeur général, Jean-Alfred Onanga, ainsi que celle du gouvernement congolais.

M. Mikuriya a profité de cette occasion pour se rendre sur le site du futur Centre régional de formation de Brazzaville, où il a été accueilli par les autorités locales.



Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

- ASSURANCE AUTOMOBILE
- ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE
- ASSURANCE MALADIE
- ASSURANCE VOYAGE
- ASSURANCE TRANSPORT
- ASSURANCE GLOBALE BANQUE
- ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
- ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
- ASSURANCE INCENDIE
- ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
- ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
Protégez votre entreprise dès maintenant!

AIC Congo



Promotion spéciale

Ordinateurs portables acer

> Acer Aspire E1-570



Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

> Acer Celeron (Couleur Rouge)

> Acer Celeron (Couleur Grise)



Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

> Acer Aspire V5-131



Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC



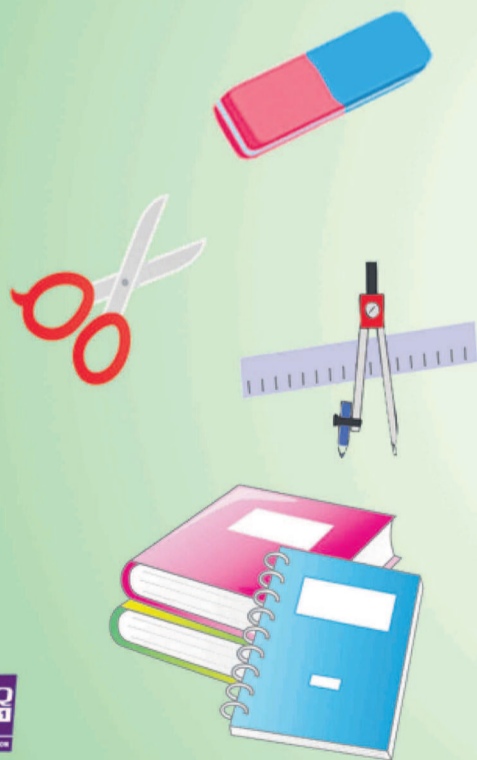
Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com



Crédit Rentrée Scolaire

FRAIS DE DOSSIER GRATUITS

BGFIBank vous accompagne pour la rentrée scolaire



BGFIBank vous accompagne pour faire face aux dépenses de la rentrée scolaire.

Grâce à une offre* de crédit diversifiée et personnalisée répondant précisément à vos besoins, vous pouvez acheter les fournitures scolaires, les vêtements, divers équipements ou financer les études de vos enfants.

Une rentrée scolaire sans encombre, C'est possible avec BGFIBank.

Selon vos besoins, obtenez entre **200 000** et **2 000 000 F Cfa**, au taux préférentiel de **11%** remboursables sur **10 Mois** et disposez des fonds dans un délai d'une semaine.

*Offre valable du **25 Juillet** au **25 Octobre** de l'année en cours.

Pour plus d'informations, votre Chargé de Relations Clientèle et toute l'équipe commerciale se tiennent à votre disposition.



Service Ecoute Client

Tél.: +242 06 944 50 85/05 544 85 22
+242 05 544 89 88/05 544 85 20
Fax : +242 22 281 50 89/90
Email : eqccongo@bgfi.com

www.bgfi.com



BGFIBank Congo - DMC - Août 2014

CENTRAFRIQUE

L'experte indépendante de l'ONU indignée par la poursuite des violences

Estimant que seuls ceux qui trouvent un intérêt à la souffrance du peuple centrafricain sont à l'origine des dernières violences, Marie-Thérèse Keita Bocoum a condamné avec la plus grande fermeté les attaques perpétrées contre des officiers de maintien de la paix, le personnel des Nations unies et la population civile à Bangui.

Dans une déclaration, l'experte a dit que rien ne justifiait les actes odieux et les violences actuelles en RCA au moment même où la communauté internationale a pris des dispositions pour venir au secours du peuple centrafricain à travers la Minusca devenue effective depuis le 15 Septembre. « De telles violences à l'encontre de ceux qui sont venus aider le gouvernement et le peuple centrafricains ne peuvent être orchestrées et perpétrées que par ceux-là qui tirent et qui ont toujours tiré profit de la souffrance de ce peuple depuis des décennies », a-t-elle déclaré. « Les attaques contre les officiers de maintien de la paix, le personnel des Nations unies et la population civile constituent un manquement grave au droit international humanitaire dont les auteurs et les instigateurs, ne doivent pas rester impunis », a ajouté Marie-Thérèse Bocoum.

Malgré la situation précaire qui prévaut en Centrafrique du fait des violences, l'experte indépendante a encouragé le gouvernement, les populations et toutes les parties prenantes à poursuivre leurs efforts de coopération avec les instances natio-

nales et/ou internationales d'enquêtes compétentes. Ceci, dans le but d'identifier, de poursuivre et de sanctionner les auteurs et instigateurs de ces actes ignobles constitutifs de crime grave contre les droits des gens. Pour ce faire, Marie-Thérèse Keita Bocoum a exhorté le gouvernement en collaboration avec la Minusca « à ouvrir des enquêtes afin d'identifier les coupables, de les arrêter et de les traduire devant la justice » « J'en appelle à ceux qui se livrent à ce genre d'attaques pour leur rappeler qu'ils ont l'obligation de respecter les droits de l'homme en général et le droit international humanitaire en particulier, et de cesser immédiatement toute violence à l'égard des forces de maintien de la paix, du personnel des Nations unies, des acteurs humanitaires et de la population civile en RCA », a-t-elle insisté.

L'experte indépendante a décrié la poursuite des violences en Centrafrique après que les Nations unies ont subi au total 14 attaques perpétrées par des hommes armés entre les 8, 9, 10 et 15 octobre à Bangui – dont trois contre des convois de l'organisation. Ces attaques ont coûté la vie à deux soldats du maintien de la paix et fait 13 blessés parmi ces soldats. Quant au nombre des victimes civiles de ces attaques, il s'élève à plus de 10 morts, 55 blessés et 6500 nouveaux déplacés.

Hors de Bangui la capitale, des violences et autres attaques de cette nature sont perpétrées contre les humanitaires, les civils ou contre les forces internationales. Elles sont aussi rapportées dans les régions de l'intérieur telles que : Dekoa, Bouar, Bambari, Bossangoa.

Nestor N'Gampoula

Le médiateur dépêche une mission à Bangui

Le président congolais Denis Sassou N'Guesso, médiateur international dans la crise qui secoue la République Centrafrique depuis près de deux ans a dépêché ce 18 octobre une mission de suivi à Bangui.

Cette mission est conduite par le ministre des Affaires étrangères et de la coopération Basile Ikouebe, assisté d'Abdoulaye Bathily, représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en Afrique cen-

trale et de Soumaïla Boubey Maïga, représentant de l'Union africaine. À Bangui, Basile Ikouebe et les deux diplomates rencontreront la présidente de transition, Catherine Samba Pandza, le président du Conseil national de transition, Alexandre Nguendet, ainsi que le Premier ministre Mahamat kamoun. La délégation du médiateur aura également des entretiens avec les membres du Groupe de contact, puis achèvera cette ronde avec les participants du forum de Braz-

zaville qui donna lieu le 23 juillet, dans la capitale congolaise, à la signature d'un accord de cessation des hostilités entre les belligérants centrafricains. La mission est motivée par les derniers développements de l'actualité dans ce pays. Denis Sassou N'Guesso avait reçu Brazzaville, le 13 octobre, dans le cadre du suivi de la situation en RCA, le chef de la mission onusienne-MINUSCA, Babacar Gaye.

Gankama N'Siah

2^E ÉDITION DE LA BIECALE

La nécessité d'inscrire les arts et les lettres dans les programmes scolaires

La deuxième édition de la Biennale congolaise des arts et des lettres (Biecale) a pris fin le 18 octobre à Brazzaville avec un souhait ardent pour les participants : voir les arts et les lettres prendre une place significative dans les programmes de l'enseignement dès l'école primaire.

« Qu'il y ait de plus en plus d'institutions et de lieux de lecture pour favoriser la lecture publique. Aussi que la construction des maisons de la culture dans chaque département soit effective », ont souhaités les intervenants à travers le colloque qui a été dominé par cinq panels : Aux sources de la littérature ; Lettres congolaises : Parcours thématiques et esthétiques ; Les arts originels, source d'inspirations et styles ; Regards croisés sur la pensée

congolaise ; hommage à Présence africaine. S'agissant des deux premiers panels la revue liaison qui s'inscrit parmi les toutes premières publications au Congo s'est avérée comme une véritable école de la pensée et de l'écriture. L'histoire du roman congolais a par ailleurs été retracée à travers les éléments biographiques et bibliographiques de Jean Malonga, le premier écrivain congolais. « Il apparaît que le bilan de la production poétique congolaise s'est enrichi de 1955 à 2014. Par une centaine de poètes, des thèmes se font au jour. L'édition extérieure des œuvres a été signalée, de même la critique au niveau international et national. la production théâtrale qui a connu un succès autour des années 1960 peine de nos jours par manque de soutien ».

Un Hommage rendu à Présence africaine

Le professeur Théophile Obenga qui a développé le thème, en présence de Suzanne Diop, a estimé que Présence africaine a donné de la chance aux auteurs africains d'écrire en toute liberté. Cette édition est un patrimoine intellectuel africain inégalable. « Présence africaine se situe dans un quartier choisi à dessein puisque proche de la Sorbonne. Le site créait une animation intellectuelle où l'on rencontrait tous les grands de l'époque dans le Quartier latin. C'est un privilège qui s'est inséré dans l'intelligentsia française. Cette géographie n'est pas vaine. Aloun Diop avait choisi le meilleur quartier du point de vue intellectuel car on y rencontrait du beau monde », a-t-il notamment expliqué.

Hermione Désirée Ngoma

AIRFRANCE
FRANCE IS IN THE AIR



AU DÉPART DE POINTE NOIRE

**HONG KONG
GUANGZHOU**

À PARTIR DE

815 600 FCFA TTC A/R
722 100 FCFA TTC A/R

AIRFRANCE KLM WWW.AIRFRANCE.CG

Tarifs aller/retour, disponibles jusqu'au 18/11/2014, toutes taxes comprises et hors frais de service en date du 07/10/2014. Envolez vous entre le 08/10/2014 et le 30/11/2014 pour un séjour de 7 jours à 1 mois. Offre soumise à conditions et modifiable sans préavis. Renseignez vous auprès d'Air France au 05 531 21 51, de votre agence de voyages ou sur www.airfrance.cg

CHRONIQUE

Quelques pistes en faveur des arts au Congo

Nous reconnaissons universellement et unanimement la place ou l'importance des arts comme facteur d'identité et de progrès économique d'un pays mais, l'efficacité de ce secteur dépendra de la manière dont chaque peuple s'engagera à mettre à profit son système de valeurs. Améliorer cette politique et la concevoir comme objectif des sociétés modernes revient donc à remettre en cause les méthodes figées, les comportements et les mentalités surannées et les situations acquises non conformes.

Le développement de l'investissement public pour la modernisation et la diversification des lieux de spectacles pourrait se révéler des plus bénéfiques en termes de retombées sociales et économiques. Mais aujourd'hui, reconnaissons que l'injection de fonds supplémentaires ne peut suffire pour rendre la gestion plus performante, ou éliminer les pratiques illicites. La gestion saine, conforme aux objectifs fixés ne peut s'obtenir que si l'on commence à agir sans complaisance sur les facteurs de blocage constatés qui sont d'ordre organisationnel, structurel institutionnel et culturel.

Ce qui nous conduit justement à une série de recommandations qui satisferont probablement nos ambitions légitimes, nos capacités de faire mouvoir efficacement ce secteur en observant quelques réformes nécessaires.

Outre le Fespam, le Congo devrait se doter d'un Festival national des artistes, pour permettre la cohésion et promouvoir les arts de manière générale.

Il s'agira aussi pour les pouvoirs publics de favoriser la construction d'un grand studio de production ;

Favoriser l'apparition de nouveaux opérateurs culturels, tels la Galerie Congo, des Dépêches de Brazzaville, devenue depuis, la nouvelle vitrine de la création congolaise qui offre une visibilité internationale aux arts congolais, grâce à son antenne parisienne ;

Former, dans la conservation du patrimoine culturel et l'animation culturelle, l'administration et la gestion des équipements culturels en vue d'une meilleure compétitivité et s'arrimer au modernisme ambiant ;

Mettre en place un Centre National des Artistes Congolais avec des missions spécifiques et travaillant en étroite collaboration avec la tutelle. Ce serait un organe permanent d'encadrement et même d'orientation qui, tiendrait compte des artis valeurs ;

Favoriser la créativité et la diffusion artistique et culturelle ;

Créer un panthéon des artistes ayant marqué l'histoire de nos arts, afin de sauvegarder notre patrimoine, préserver notre mémoire en les enrichissant par la même occasion ;

Renforcer les échanges, donc la coopération avec les autres pays ;

Créer et mettre en place une grande bibliothèque artistique, équipée en matériel audiovisuels et phonographique ;

Moderniser et revaloriser l'Ecole de peinture de Poto-Poto ;

Reformuler la mise en œuvre de la politique culturelle comme élément clé du désenclavement de l'arrière pays, conformément au programme de société du chef de l'Etat ;

Mieux soutenir (les tutelles) la participation des artistes et artisans congolais aux Salons internationaux, tels le (SIAO) ou le Fespaco de Ouagadougou ;

Comblent le déficit de formation, en s'appuyant notamment sur la Manufacture d'art et d'artisanat congolais (MAAC), actuellement en cours de rénovation ;

Garantir aux artisans d'art un statut qui les protègent de manière satisfaisante ou leur assure une visibilité internationale nécessaire aux produits pour qu'ils soient mieux écoulés.

Bref, autant de pistes et bien d'autres, qui doivent tendre à ouvrir le Congo aux circuits de la mondialisation, sans mettre à mal son identité culturelle et sa créativité.

Ferréol Constant Patrick Gassackys

BIENNALE 2014

La philosophie du Ngo débattue au cours d'une table ronde

Parmi les nombreuses communications organisées au cours de la deuxième édition de la Biennale congolaise des arts et des lettres (Biecale), on peut retenir celle du 16 octobre animée par Gabriel Mwènè Okoundji, poète, Alphonse Kala, écrivain, et le professeur Charles Zacharie Bowao.



Des écrivains et universitaires au cours d'une table ronde

Au centre du débat : « La Philosophie du Ngo, l'identité ou les racines congolaises face à la modernité : logiques de valorisation des cultures congolaises par la philosophie de l'Homme Africain. »

Le poète Gabriel Mwènè Okoundji a mis en exergue la symbolique du totem des mwènè (homme de mémoire) qui est la panthère donc le Ngo. Il a donné la signification de certains termes dans lesquels l'on retrouve la sonorité Ngo, comme Congo qui signifie dans son

acceptation terre de la panthère ou Loango, le lieu de la panthère. Le poète n'a pas coupé le cordon ombilical avec son pays et cela conforte l'idée selon laquelle la culture englobe les arts, les lettres et même les sciences qui expriment tous un mode de vie.

Le professeur Charles Zacharie Bowao a apporté une justification sur ce que serait la philosophie du Ngo, une sorte de résurgence culturaliste qui peut obscurcir la fabrication déjà controversée de la modernité. De quelle iden-

tité parlons-nous lorsque nous parlons du Ngo? Est-elle historique? Des questions auxquelles il a tenté de donner des réponses en concluant : « Je reste sceptique sur la finalité d'une telle conceptualisation qui risque de prendre l'allure d'une idéologie plutôt que d'une construction rigoureusement philosophique. Le référentiel Ngo peut impliquer des tractations à partir des mots où on le trouve ».

Hermione Désirée Ngoma

THÉÂTRE

Les participants à la Biecale 2014 découvrent la pièce « Nganga Mayala »

Après la cérémonie d'ouverture officielle de la deuxième édition de la Biennale congolaise des arts et des lettres (Biecale) au palais des Congrès de Brazzaville, le 15 octobre, les participants se sont rendus au Centre de formation des arts dramatiques (Cfrad).

Présentée par la troupe du Théâtre national congolais, la pièce du dramaturge congolais Ferdinand Mouangassa a été mise en scène par Marcelin Kiwassi et Pascal Touloulou.

«Nganga Mayala» est une pièce à la fois émouvante et engagée qui présente l'histoire d'un roi, Nganga Mayala qui a décidé de remplacer le Conseil des anciens par un grand conseil où siégeront des gens du peuple. Mais la décision royale est violemment contestée par les membres du grand conseil. Même les conseillers issus du peuple sont hostiles à l'idée de voir une femme exercer le pouvoir. Le plaidoyer féministe du roi ne parvient pas à les convaincre. Tout s'achève sur l'intronisation de la nouvelle reine.

Cette pièce théâtrale a obtenu le premier prix de la Semaine culturelle de Brazzaville en 1967. Elle a été jouée au Festival des arts africains de Lagos en février 1977.



Makaya devant la barre

Qui est l'auteur de Nganga Mayala ?

L'auteur de cette pièce, Ferdinand Mouangassa, est né le 18 décembre 1934 à Brazzaville. Il a grandi dans le faubourg de Bacongo et a fréquenté les écoles Saint-Joseph, Jeanne-d'Arc puis le collège Chaminade. À partir de 1953, il est entré au collège Bessieux de Libreville où il fut admis à la première partie du baccalauréat. Peu doué pour les études générales, il repart à Brazzaville et entre à l'École des infirmiers. C'est à Pointe-

Noire, où il fut affecté en 1964 en tant que gestionnaire de l'hôpital Adolphe-Sicé, qu'il allait vouer l'essentiel de son temps aux animations théâtrales avec la création du Théâtre populaire congolais, puis de son propre groupe, Le Kamango, avant de publier la remarquable pièce «Nganga Mayala». Il meurt prématurément à Créteil, en France, le 15 août 1974, dans un accident de la circulation, sans vraiment avoir eu le temps d'exploiter à fond ses talents littéraires.

Bruno Okokana

#MakeThingsBetter
cg.total.com

ENGAGÉ POUR UNE ENERGIE MEILLEURE

2ème acteur mondial du solaire, Total produit les cellules photovoltaïques les plus performantes au monde grâce à sa filiale SunPower



TOTAL
COMMITTED TO BETTER ENERGY

Warid Congo lance...

plus d'opportunités avec

airtel money

www.africa.airtel.com



Les services airtel money

1. Envoyer de l'argent
2. Acheter du crédit
3. Retirer de l'argent
4. Payer des factures
5. Autre services bancaires

Mister Money, votre ami, va être votre guide pour faire d'avantage avec airtel money
Composez *128*1# pour activer



DROITS DE L'HOMME

Scott Campbell déclaré persona non grata en RDC

Le directeur du Bureau Conjoint des Nations unies aux droits de l'Homme au sein de la Monusco est accusé de manque de professionnalisme et d'honnêteté dans les dernières enquêtes menées par son institution au sujet des graves violations de droit de l'homme ayant émaillé l'opération « Likofi » initiée par le gouvernement visant l'éradication du banditisme urbain.

Le dernier rapport du Bureau conjoint des Nations unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) mettant en cause le comportement des éléments de la Police nationale congolaise (PNC) dans l'exécution de l'opération « Likofi » initiée par le gouvernement en vue d'éradiquer le banditisme urbain, a soulevé des vagues. Le résultat des enquêtes menées par le BCNUDH sur les violations des droits de l'homme commises pendant le déroulement de cette opération entre le 15 novembre 2013 et le 15 février 2014 n'a pas été du goût des autorités gouvernementales qui ont vite réagi. Elles ont, en effet, stigmatisé le côté partial et subjectif desdites



Scott Campbell

investigations. Le ministre de l'Intérieur Richard Muyej est monté au créneau pour manifester son désarroi face à ce qui paraît être une bourde des enquêteurs du BCNUDH dont le professionnalisme et l'honnêteté ont été remis en cause. Sans attendre, le gouvernement a plaidé pour le rappel du Directeur du BCNUDH au sein de la Monusco qui, de par ses fonctions, porte la responsabilité du rapport incriminé publié à par-

tir de Goma. D'où la décision du ministre Richard Muyej déclarant Scott Campbell persona non grata au grand dam de la Monusco qui prône plutôt des négociations avec le gouvernement dans le sens de sauver les meubles. Ce cadre onusien se serait, de l'avis du gouvernement, permis en dehors de toute vérification élémentaire des faits,

d'imputer « par présomption » des faits délictueux ou criminels anonymes aux membres des FARDC. « *Maniant avec dextérité les contre-vérités, la désinformation et les extrapolations tendancieuses au mépris des exigences professionnelles de rigueur et d'objectivité dans l'exercice de sa mission dans un domaine aussi sensible, Monsieur Campbell est devenu la caisse de résonance*

des rumeurs les plus invraisemblables sur la situation des Droits de l'Homme dans notre pays », a enfoncé le porte-parole du gouvernement lors de sa dernière prestation médiatique. D'où l'ultimatum de quarante huit heures accordé depuis le vendredi 17 octobre à l'incriminé pour quitter le territoire congolais.

Un secret de polichinelle

Dans les milieux des organisations des droits de l'homme tant nationales qu'internationales, la décision des autorités congolaises est très mal digérée surtout que les enquêtes menées par le BCNUDH l'étaient conformément à son mandat et reposaient sur des bases fiables. L'on rapporte qu'entre le 15 novembre 2013 et le 15 février 2014, la période sur laquelle ont tablé les investigations de cet organe de l'ONU, plus de soixante-dix témoignages provenant de différentes sources, y compris de la police elle-même, ont été recensés. Maints observateurs s'interrogent sur la pertinence de la décision gouvernementale lorsqu'on sait que le BCNUDH n'a fait que relayer des dénonciations antérieures sur les bavures policières

ayant entaché l'opération Likofi exprimées en son temps par des structures telles que VSV, Anrdh, Acaj et Asadho. Les exécutions extrajudiciaires dont la PNC s'était rendue coupable étaient, de l'avis de ces associations, un secret de polichinelle d'autant plus que les noms de certaines victimes avaient même été communiqués. Bien plus, des groupes bien identifiés de la police étaient cités comme responsables des bavures ayant entraîné mort d'hommes.

Qu'à cela ne tienne. En attendant qu'un compromis ne soit trouvé entre le gouvernement et la Monusco dans cette affaire, Scott Campbell passe pour un indésirable en RDC qui appelle déjà à son remplacement. Pour rappel, le rapport querellé du BCNUDH fait état du meurtre d'au moins neuf civils et la disparition forcée d'au moins trente-deux civils par des agents de la Police nationale congolaise dans le cadre de l'opération « Likofi ». L'organe onusien estime par ailleurs que compte tenu des difficultés rencontrées sur le terrain, le nombre des victimes enregistrées est susceptible d'augmenter.

Alain Diasso

DROIT OHADA

Blocage dans la régularisation des entreprises en RDC

Des milliers de dossiers traîneraient encore au Guichet unique de création d'entreprise (Guce) sans espoir d'être régularisés rapidement pour éviter de placer les commerçants et les sociétés concernés dans une situation juridique irrégulière.

Après le constat dramatique de la Fédération des entreprises du Congo (Fec) sur l'incapacité d'une bonne partie de leurs membres de contracter avec leurs partenaires extérieurs suite à ce retard, et la cinglante réplique du Guce dénonçant à son tour le dépôt de quinze mille dossiers au cours des derniers jours, un espoir semble se dessiner quant à une solution rapide à cette situation. En effet, l'on continue de compter des initiatives visant à accélérer la régularisation des entreprises qui se trouvent en situation de défaut de mise en harmonie avec le droit Ohada.

Le Comité de pilotage de l'amélioration du climat des affaires et des investissements (CPCAI) a évoqué « *des démarches innovantes établies formellement par une note circulaire émanant du ministère de la Justice* ». Interrogées, certaines entreprises ont contredit la version selon laquelle elles auraient bénéficié d'un délai de deux ans pour se mettre en ordre, répondant ainsi au Guce qui a déploré la précipitation observée au cours des quatre derniers jours de l'expiration du délai. Cette régularisation concerne essentiellement la nouvelle immatriculation et la mise en harmonie des statuts. Et cette note circulaire vient en quelque sorte imposer aux entreprises concernées de saisir les juridictions compétentes aux fins d'ordonner la régularisation. Sans ce sésame que constitue le nouveau registre Ohada (RCCM), il sera simplement difficile aux sociétés d'apporter la preuve de leur existence juridique, notamment dans le cadre des procédures judiciaires. Aussi des instructions strictes sont-elles données à la Commission nationale Ohada et au Guce pour se mettre réellement à la disposition des opérateurs économiques en situation irrégulière pour toute information utile.

Laurent Essolomwa

UDPS

L'après Tshisekedi, le sujet qui fâche

La bataille de la succession n'est pas encore officiellement déclarée mais elle est déjà une réalité vivante au sein du parti face avec, en arrière-fond, le séjour médical prolongé d'Etienne Tshisekedi à Bruxelles.

Depuis qu'il est parti se faire soigner en Europe, précisément à Bruxelles, Etienne Tshisekedi est devenu presque aphone face aux grands enjeux politiques du moment. Si au début, l'on pouvait trouver des explications plausibles pour justifier le mutisme de l'irréductible opposant en tablant sur des restrictions médicales que requiert son état de santé, le silence prolongé de l'intéressé plus de deux mois après, commence à susciter bien d'interrogations dans le chef de ses partisans. Nonobstant les assurances de ses proches confirmant sa bonne santé sur fond d'une solide conviction relative à son retour imminent dans l'arène politique, les plus septiques pensent plutôt le contraire au point d'exprimer leur agacement face à la rétention volontaire de l'information. De Bruxelles, l'on apprend que l'accès au leader de l'UDPS n'est pas donné à tout le monde. Tout serait filtré. Même ceux qui se targuent d'être très proches de lui sont souvent éconduits à leur grand étonnement, apprend-on.

Si pour certains, le challenger de Joseph Kabila à la présidentielle de 2011 continue de recevoir des soins de routine à domicile malgré « *quelques petits problèmes de tension* », d'autres par contre pensent qu'il ne s'est pas encore tiré de son lit d'hôpital. Deux sons de cloche symptomatiques du malaise qui gangrène aujourd'hui l'UDPS. Pendant



Félix Tshisekedi

que l'entourage immédiat d'Etienne Tshisekedi joue la carte de la tempérance évitant de dramatiser l'état de santé du vieil opposant, les militants et sympathisants du parti, eux, épient un plan visant à l'écartier sournoisement du jeu politique. En fait, le débat sur le remplacement éventuel du « *l'ider maximo* » à la tête de l'UDPS n'est certes pas à l'ordre du jour, mais soulève déjà des vagues au niveau interne avec, à la clé, des pics lancés contre son fils Félix Tshisekedi présenté, à tort ou à raison, comme le virtuel successeur de son père. Selon certaines indiscretions, un mini congrès anticipé serait même déjà envisagé sous sa houlette pour justement régler l'épineuse question de la succession. Le représentant de l'UDPS au Canada qui aurait fait fuiter cette information dans les médias en a payé le prix jusqu'à tomber en disgrâce vis-à-vis de la hiérarchie du parti. Tous ceux qui redoutent l'avènement de Félix Tshisekedi à la tête de l'UDPS n'apprécient guère les initiatives de ce dernier dont l'aura est en constante progression depuis qu'il a pris l'option

de redynamiser les activités du parti à la base à travers ses récentes itinérances dans le Congo profond. « *Je suis prêt à servir les intérêts de mon parti en cas de besoin* », n'arrête-t-il de marteler comme pour répondre à ses détracteurs pas du tout convaincus sur ses réelles intentions.

Alors qu'il clame tout haut ne pas vouloir se positionner comme le dauphin de son père, Félix Tshisekedi évolue dans un contexte plutôt favorable caractérisé par l'éviction des potentiels concurrents à l'image d'Albert Moleka limogé en mai dernier. Les adhésions massives suscitées autour de sa personne sont prémonitoires d'un succès garanti au cas où il exprimait officiellement ses ambitions. C'est dire que la bataille de la succession est déjà engagée au sein de l'UDPS et paraît déjà gagnée d'avance par un Félix Tshisekedi de plus en plus volubile, entreprenant et actif sur le terrain. Il a le mérite de bénéficier de la caution de sa mère dont les prises de position ont toujours influé d'une manière ou d'une autre sur la marche du parti. Au-delà, d'aucuns pensent que ce parti, réputé républicain, a tout intérêt à régler cette épineuse question dans la sérénité en interrogeant ses textes fondateurs tout en évitant de sombrer dans la division à laquelle pourrait donner lieu un coup de force mal négocié.

Alain Diasso

NORD-KIVU

Des milliers de personnes prises dans une spirale de violence

La province demeure, selon le Bureau des Nations unies pour la coordination de l'aide humanitaire (Ocha), la plus affectée par l'insécurité, avec plus de neuf cent mille personnes déplacées.

Dans un communiqué publié le 16 octobre, Ocha a relevé que des milliers de civils subissent, depuis plusieurs semaines, des graves violations des droits de l'homme et sont otages d'une spirale de violence suite à une inquiétante détérioration de la situation sécuritaire provoquée par des groupes armés, dans les territoires de Beni, Lubero et Walikale, dans le Nord-Kivu. L'agence onusienne a, en effet, noté qu'au cours des dernières semaines, plusieurs dizaines de personnes ont été tuées, des femmes violées, et plusieurs autres personnes enlevées alors que des centres de santé et des habitations ont été pillés.

De l'avis d'Ocha, le bilan des violences s'est alourdi dans la soi-



rée du 15 octobre, lorsque des hommes armés ont attaqué les villages de Ngandi et Kambau, situés non loin de Beni, entraînant la mort de plusieurs dizaines de personnes et plusieurs blessés.

Ces attaques, note le bureau onusien, viennent s'ajouter à deux autres qui ont eu lieu la semaine dernière.

« Je suis très préoccupée par les graves violations des droits

Les déplacés, dans un camp à l'est de la RDC

humains que subissent des innocents civils depuis plusieurs semaines. Cette situation délétère est insoutenable et met en danger la vie de milliers de personnes », a indiqué le chef d'Ocha en RDC,

Mme Barbara Shenstone.

En plus de cette inquiétude, sur la situation au Nord-Kivu, Barbara Shenstone déplore également les graves violences qu'ont subies, la semaine dernière, plusieurs dizaines de personnes dans le sud Irumu, dans la Province Orientale voisine. « Les multiplications des poches d'insécurité dans l'Est du pays risquent de priver des milliers de personnes de l'assistance humanitaire dont elles ont besoin pour survivre. Toutes les parties au conflit doivent respecter sans faille le Droit international humanitaire et protéger les populations civiles et leurs biens des effets des affrontements armés », a soutenu le chef d'Ocha en RDC. Ocha a, par ailleurs, rappelé qu'avec la présence de plusieurs groupes armés de la Province Orientale au Katanga, la situation sécuritaire à l'Est de la RDC demeure très volatile, affectant tous les aspects de la vie de millions de personnes.

Lucien Dianzenza

Désolation et extrême barbarie à Beni et ses environs

Le gouvernement invite la population à se montrer responsable et politiquement conséquente en coopérant pleinement avec les forces de défense et de sécurité dans les opérations de traque des forces négatives pour le retour de la paix dans cette partie de la République.

Quarante-huit heures seulement après avoir frappé dans le territoire de Beni où vingt-sept personnes ont péri à la suite d'une opération terroriste menée nuitamment dans plusieurs quartiers, les assaillants identifiés comme des rebelles ougandais de l'ADF sont encore revenus à la charge. Cette fois-ci, ils ont tué vingt-deux personnes dans la localité d'Eringeti, toujours à Beni. Ces présumés rebelles ougandais ont, d'après des témoins, fait la ronde des domiciles vers 22 heures égorgeant, saccageant, pillant et incendiant tout à leur passage. La plupart des victimes ont été tuées à la machette et à la hache dans une extrême barbarie qui n'avait d'égal que le cynisme des assaillants. Et pourtant, après l'inhumation jeudi des victimes de mercredi dernier, d'aucuns ont cru que le calme allait vite revenir à Beni. C'était sans compter avec la détermination de cette horde de rebelles ougandais plus que jamais déterminés à mettre cette partie de la République à feu et à sang.

En attendant la descente sur le terrain d'une délégation des députés nationaux pour évaluer la situation et proposer des recommandations idoines, d'aucuns s'interrogent sur les causes profondes de cette recrudescence des tueries à Beni, Oicha et Lubero où en l'espace d'un mois, l'on a déjà comptabilisé plus de quatre-vingt personnes tuées. La situation est très préoccupante dans ces territoires avec une société civile qui n'arrête d'interpeller le gouvernement sur son devoir de sécuriser la population. De plus en plus des voix s'élèvent pour réclamer la relance de « l'opération Sokola » menée par les FARDC en synergie avec les forces onusiennes laquelle avait tant soi peu ramener une relative

paix dans ces localités du Nord Kivu.

Très affecté par cette recrudescence de la violence à Beni, Oicha et Eringeti, le gouvernement l'a non seulement condamné, mais aussi et surtout, assuré les populations affectées de sa détermination à effacer du sol congolais le terrorisme de la force négative ADF. Le ministre



L'avenue principale de la ville de Beni dans le Nord-Kivu

Lambert Mende qui a fait part de la volonté du gouvernement à éradiquer le spectre du mal incarné par les ADF, ne s'explique pas par ailleurs la persistance de ce groupe armé de plus en plus fragilisé. Avec un commandement militaire démantelé et une capacité de nuisance fortement réduite, d'aucuns ne s'expliquent pas sur cette résurgence de l'ADF au moment où l'on s'attend le moins. « Les enquêtes diligentées depuis les premières attaques qui ont suivi la chute des places fortes rebelles aux mains des FARDC donnent également à croire qu'il existe quelques réseaux de complicité extérieure et locale avec ces truands, des réseaux qu'il faut impérativement éradiquer », explique Lambert Mende. Il entrevoit là l'exhumation « du projet funeste de déstabilisation de l'Est de la RDC ourdi par des phalanges fascistes de la région des Grands Lacs maintes fois dénoncées ». Qu'à cela ne tienne. Face à l'intransigeance affichée par les ADF décidés à demeurer sur le sol congolais contre vents et marrées, le gouvernement appelle « à la participation de toutes les congolaises et tous les congolais du Grand Nord pour se désolidariser de manière concrète de ces tueurs sans foi ni lois ».

Alain Diasso

EBOLA

Les villes les plus vulnérables en cas d'épidémie

Les risques potentiels se présentent dans les pays en développement, plus précisément dans les principales mégapoles classées parmi les plus denses du monde situées essentiellement en Asie du sud (au moins cinq pays sur les dix).

Il n'est pas étonnant de constater le démarrage des formations sur Ebola dans la plupart de ces pays après la déclaration du virus comme urgence internationale par l'Organisation mondiale de la santé, le 6 août 2014. Il est question d'aider à une meilleure compréhension du virus, le mode de contamination, le traitement et la prévention. Ces villes d'Asie du sud sont menacées en raison de l'affluence dans les établissements de santé et des milliers de personnes qui voyagent pour des raisons professionnelles en Afrique, là où se trouve l'épicentre de l'épidémie d'Ebola. Des villes comme Mumbai, deuxième mégapole la plus peuplée au monde (18 millions d'habitants), ou Delhi éprouveraient des difficultés à contenir une épidémie si un patient arrivait dans un de leurs hôpitaux. L'une des causes est justement l'état des installations de santé publique, et surtout que le virus peut se transmettre à une autre personne sur une courte distance. Toutefois, MSF critique ce genre de spéculation, préférant ainsi maintenir une attention accrue sur la situation très volatile en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone après plus de 4 000 morts. À ce jour, il n'y a eu aucun cas en Inde ou dans n'importe quelle ville d'Asie. Mais les analystes rappellent tout de même qu'il y a bien eu le cas de Thomas Eric Duncan et du personnel médical qui l'a pris en charge au Texas, aux États-Unis d'Amérique. Le gouvernement

du Bangladesh a mis en place des équipes dans trois aéroports du pays, y compris Dacca, la ville la plus peuplée au monde. Il a également démarré les formations de son personnel médical. Certaines villes comme Mumbai manquent d'unités de soins intensifs et connaissent un problème pour équiper leur personnel médical de masques de protection respiratoire. Les éventuels patients sont pris en charge à 5 km de l'aéroport international Chhatrapati Shivaji.

La période d'incubation du virus est de 21 jours. L'on n'exclut pas que le virus puisse s'exporter dans d'autres pays dans les prochains mois. Selon quelques chiffres provenant du ministère indien des Affaires étrangères, l'Inde a compté dans un proche passé 3 000 migrants au Liberia, 1 400 en Sierra Leone, 500 en Guinée et 25 000 au Nigéria. La Chine et l'Inde présentent ainsi le plus fort risque de voir l'épidémie se développer chez elles avec autant de voyageurs qui font des allers-retours avec l'Afrique de l'ouest. Outre le renforcement du contrôle des voyageurs et l'aménagement d'un site à l'aéroport international Indira Gandhi pour mettre en quarantaine les cas suspects, il n'existe pas de plan formellement établi pour faire face à une épidémie. Toutefois, l'on prévoit des exercices de simulation entre les 19 et le 21 octobre. Au-delà, le géant indien prévoit dix installations supplémentaires dans ses grandes villes pour l'analyse des échantillons, et des sessions de formation des intervenants d'urgence. Mais l'on n'est jamais trop bien préparé pour faire face à une épidémie de cette nature. Il faut ainsi multiplier les simulations, les tests de protocole pour s'assurer de la capacité de réaction.

Laurent Essolomua

COOPÉRATION POLICIÈRE

Jean François Ndenguet prend la tête du comité des chefs de police de l'Afrique centrale

Les travaux de cette session se sont achevés jeudi 16 octobre en présence de Raymond Zéphirin Mboulou, ministre congolais de l'Intérieur.

Plusieurs décisions et recommandations ont été prises demandant au comité des chefs de police d'Afrique centrale (C.C.P.A.C) de prendre part à toutes les activités organisées par le bureau régional. Il a été souhaité de reformuler l'article 12 à son paragraphe numéro 2 de l'accord de coopération en matière de police criminelle entre les États de l'Afrique centrale. De l'avis des experts, les personnes appréhendées, dans le cadre d'une mission d'enquête, peuvent au terme de celle-ci être remises à



Tribune officielle de la session

la police de l'État requérant avec l'accord des autorités judiciaires compétentes du pays.

Harmoniser le mandat du secrétaire permanent du C.C.P.A.C et celui du chef de bureau régional

Interpol à une durée de trois ans renouvelables ; proposer la création des unités de coordination de lutte contre le terrorisme, la criminalité faunique et la cybercriminalité, instituer un module de formation sur la coopération policière internationale au sein des écoles et centres de formation de la police sont autant de recommandations formulées.

« J'ose espérer que les recommandations de cette rencontre seront exploitées à bon escient au profit de la lutte contre la criminalité en Afrique centrale. Je

suis persuadé que la lutte engagée par nos États respectifs contre toutes les formes de criminalité connaîtra les lendemains meilleurs. Je vous exhorte à œuvrer à la maîtrise des phénomènes criminels en émergence en Afrique centrale en vue de mieux sécuriser et protéger les citoyens de la sous-région. »

Soulignons qu'au cours de cette session, le général Jean François Ndenguet a été hissé pour un mandat d'une année à la tête du comité des chefs de police de l'Afrique centrale (C.C.P.A.C) en remplacement du général Charles Bisengimana Rukira, commissaire général de la police nationale de la République démocratique du Congo.

Séverin Ibara

HUMEUR

Des « maillons-inertes » paralysent des administrations !

Toute organisation sociale, on le dirait jamais assez, quelle qu'elle soit, est un tout cohérent et complexe qui nécessite des apports de tous pour les missions qui lui sont assignées. Que ce soit une administration politique, économique, sociale, culturelle, sportive, éducative, ministérielle, coopérative, culturelle et autres, si l'un des maillons-acteurs joue mal son rôle ou se comporte en « anneau-inerte », la répercussion se ressent au niveau de toute l'entité. Ce comportement peut être rentable pour la structure.

Au plan politique par exemple, cela se vit à travers des contradictions internes au sein de certains partis. Avec comme conséquence, des instances stratégiques qui n'arrivent plus à jouer leur rôle avec efficacité et qui finissent par devenir de vrais « maillons-inertes ». Une situation qui impacte sur l'efficacité du parti, l'empêche d'aller de l'avant et donc, de remporter des victoires comme on a pu le constater lors des récentes locales. En d'autres termes, certaines gens dont le rôle est important, en jouant aux « maillons-spectateurs » dans la chaîne de l'organisation, peuvent freiner le décollage de leurs formations politiques.

Que dire au plan économique ? Ici aussi, certains maillons de la chaîne administrative économique peuvent bloquer tout le système soit par leur incompétence remarquable, soit par leur volonté de mal faire, soit par leur manque de considération pour le travail collectif qu'ils sont appelés à exécuter. Et le résultat dans ces conditions, c'est la baisse de la productivité qui s'étale sur des semaines voire même des mois, conduisant ainsi à des effets économiques désastreux en termes de licenciement, de baisse de productivité, de compression, de baisse de salaire et autres. On comprend que des « maillons-paresseux » n'ont pas de place dans une entreprise.

Cette réalité est aussi vérifiée sur le plan pédagogique ! Suite à l'échec de certains élèves à un examen d'État, la première hypothèse émise par bon nombre de gens est généralement émotionnelle. On les entend lancé : « Oh ! Ce sont des élèves paresseux ». On a donc tendance à négliger d'autres éléments inhibiteurs qui sont de vrais facteurs de l'échec aux examens.

En clair, des acteurs inertes dans un système social donné sont comparables à des grévistes. C'est une situation à éviter.

Faustin Akono

COMUNIQUE

La direction des Dépêches de Brazzaville, bureau de Pointe-Noire a le regret de vous annoncer le décès tragique de son agent, Lydie Biampamba, femme de ménage, survenu le 16 septembre à l'hôpital général de Loandjili des suites d'une courte maladie. La veillée mortuaire se tient au quartier KM4, arrêt Boundji dans le premier arrondissement, Emery Patrice Lumumba.



DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

La Banque mondiale va subventionner trois filières

Les filières bois, jus de fruit et celle des Produits maraîchers ont tenu leurs assemblées générales les 16 et 17 octobre à Pointe-Noire.

Le processus a été initié par le gouvernement congolais et la Banque mondiale en vue de diversifier le secteur privé non pétrolier. Il s'agit d'apporter une assistance technique aux entreprises du secteur privé oeuvrant dans l'agroalimentaire, le transport, la logistique, le bâtiment et le bois. Durant deux jours, trois chaînes de valeurs ont été structurées en groupements d'intérêt économique (GIE) notamment celle de la filière bois, jus de fruit et produits maraîchers. Elles bénéficieront d'une subvention de 100% de la Banque mondiale.

Il est prévu la formation de ces acteurs sur le fonctionnement et la gestion des GIE avant la mise en œuvre effective du projet dont le soutien du FACP est fixé à hauteur de 90% tandis que les bénéficiaires ne contribueront qu'à 10%. Notons que cette action a été précédée par des ateliers de sensibilisation qui ont permis aux acteurs de s'approprier le concept « chaîne de valeurs » et de l'appro-



Une vue de l'assemblée

ver. La chaîne de valeurs est entendue comme l'ensemble des acteurs qui interviennent pour la production et la mise sur le marché d'un produit donné. Dans la filière bois, il s'agit par exemple des meubles. En effet l'expert, Jeannin Ndamba, a précisé qu'on ne peut parler de la chaîne de valeurs que lorsqu'il y a assiduité au marché ou la présence d'un produit sur le marché. « Un moment historique », a dit le responsable du FACP. Selon lui, les attentes à l'issue de toutes ces procédures font que le citoyen congolais trouve une abondance de produits congolais sur le marché car le Congo est un pays tropical, un pays où tout peut pousser. Camara Sekou a souligné que la notion de chaîne de valeurs n'est pas une exception mais

une généralité. C'est à ce stade qu'il y aura un véritable effet sur toute l'économie. « Personnellement je peux dire que dans les prochaines années, lorsque ses GIE auront produit des effets, d'autres comprendront que l'initiative est bénéfique non seulement

pour les promoteurs ou les participants, mais chaque membre aura beaucoup en terme de revenus. »

Après la mise en place des GIE, Jean Christoph Tchicaya président élu du conseil d'administration du GIE filière bois a souligné les défis à relever. « Nous avons pris les engagements et nous devons les accomplir. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement organise les Congolais autour d'une structure commune. Les derniers manquaient certainement de sérieux mais, nous allons relever ce défi avec le soutien du FACP que je remercie avec toute sa délégation », a-t-il déclaré. André Miekoutima a été élu président du Conseil administratif de la filière produit maraîchers.

Charlem Léa Legnoki

JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

Et si l'on privilégiait l'agriculture...

Chaque année, le 16 octobre, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Fao), célèbre la Journée mondiale de l'alimentation. Pour cette année, le thème choisi renvoie à « l'agriculture familiale : nourrir le monde, préserver la planète ».

« nourrir le monde, préserver la planète », ce thème a été choisi pour appeler l'attention mondiale sur le rôle crucial que joue l'agriculture familiale dans de nombreux domaines. Notamment dans la lutte contre la faim et la pauvreté, le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'amélioration des moyens d'existence, la gestion des ressources naturelles, la protection de l'environnement et la réalisation du développement durable...dans les zones rurales.

L'agriculture est par excellence le premier moyen de subsistance en Afrique avec 17% du PIB. En effet, l'investissement dans ce domaine permet à la fois de pérenniser les emplois et de réduire la faim ainsi que la pauvreté. Et il est reconnu que la sécurité alimentaire passe avant tout par la pratique de l'agriculture. Cependant, de nombreux pays africains accordent moins d'importance à cette activité et pourtant vitale.

À Pointe-Noire par exemple, malgré la bonne volonté des maraîchers, l'agriculture se heurte à de nombreux problèmes. On cite : le manque d'espace pouvant leur permettre d'élargir leurs productions, le manque d'implication des autorités locales et surtout l'utilisation d'un matériel inadéquat ne répondant plus aux normes actuelles. L'agriculture familiale englobe

toutes les activités agricoles reposant sur la famille, en relation avec de nombreux aspects du développement rural. Pour donner une nouvelle impulsion à ce secteur essentiel de l'économie, quelques activités comme la quinzaïne commerciale des produits agricoles ont été organisées. Pourtant les maraîchers déplorent le manque de soutien de la part des autorités locales. Rappelons qu'en 2003, lors du sommet de Maputo, au Mozambique, les pays africains s'étaient engagés à dédier au moins 10% de leur budget national au secteur agricole. Aujourd'hui juste le Burkina Faso, la Guinée, le Sénégal, le Mali, le Ghana, l'Éthiopie et le Malawi se sont lancés dans cette démarche afin d'augmenter leur croissance agricole.

Hugues Prosper Mabonzo

DISPARITION

Charly Mapataka s'en est allé

La presse sportive congolaise est en deuil. Charly Mapataka, journaliste sportif est décédé le 17 octobre à Brazzaville à l'âge de 57 ans des suites d'une longue maladie.

Charly Mapataka assumait les fonctions de chef de service des Sports et l'un des rédacteurs en

roulé sa bosse au journal «Le Fanion» du groupe MN Com en qualité de chef de service Sports, dans lequel il signait des articles sous les pseudonymes de Josemy Mack Mond, Ata Ndelé et Kenneth Nana. Par ailleurs, il a exercé bien avant dans le même organe, version magazine en 1987.

Charly Mapataka faisait également des prestations à l'Institut



chef du journal «La Nouvelle République». Sur les antennes de Radio-Congo, Charly Mapataka, en sa qualité de collaborateur extérieur, présentait les émissions «Radio-Congo-sport» à 6 heures 15 et les magazines des sports du week-end. Il a aussi

national de la jeunesse et des sports où il enseignait le lingala. Il souffrait des nerfs sciatiques. Une maladie qui l'a empêché d'exercer son métier jusqu'à la date de son décès.

James Golden Eloué

COOPÉRATION CULTURELLE

L'Ambassade d'Italie au Congo renforce ses relations avec le Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza

Visite guidée et séance de travail, tel est le menu de la rencontre, organisée le 17 octobre 2014, entre le nouvel ambassadeur d'Italie en République du Congo, Andrea Mazzella et la directrice générale du Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza, Bélinda Ayessa.

Arrivé à Brazzaville en septembre dernier, le nouvel ambassadeur d'Italie en République du Congo n'a pas tardé de visiter le Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza qui abrite les restes de l'explorateur venu d'Italie. Preuve, s'il en est une, que l'axe culturel Brazza-Rome est résolument tourné vers l'avenir.

Bélinda Ayessa, la gestionnaire des lieux a, au cours de l'audience qui a suivi, offert à son hôte un exemplaire du «Rapport Brazza : mission au Congo», un livre de Catherine Coquery Vidrotch qui rend publics les résultats de la mission d'inspection des compagnies concessionnaires effectuée par Pierre Savorgnan de Brazza en Afrique équatoriale en 1905.

«Comme vous le savez si bien, Brazza avait des racines italiennes. Aujourd'hui pour moi, c'est un moment de grande émotion de voir enfin ce mémorial et de jouir de l'hospitalité de sa directrice. C'est pour la première fois que je viens ici. Mais avant, j'avais pris le soin de lire toutes les activités qui ont été organisées au sein de ce mémorial en coordination



Le nouvel ambassadeur d'Italie au Congo, Andrea Mazzella

avec l'ambassade d'Italie, notamment avec mon prédécesseur Nicolo Tassoni Estence qui s'est beaucoup impliqué à faire vivre cette relation», a déclaré Andrea Mazzella.

Cette visite a aussi été commentée par Belinda Ayessa. «Comme il a su le dire, ses prédécesseurs que je remercie ici, avaient déjà balisé la voie. Aujourd'hui nous devons la renforcer, la poursuivre et surtout la consolider pour un partenariat meilleur. Nous sommes tout à fait disposés à travailler avec l'ambassade d'Italie pour

donner plus de visibilité au Mémorial Savorgnan de Brazza, mais aussi pour revaloriser ce pan essentiel de l'histoire de notre pays et enfin pour garder vivace la mémoire des deux protagonistes de cette histoire Makoko Iloko Ier et Pierre Savorgnan de Brazza.»

L'ambassadeur Andrea Mazzella succède à ce poste, à Nicolo Tassoni Estence qui a été rappelé à Rome pour un autre poste diplomatique au mois de septembre dernier.

Bruno Okokana

RÉFLEXION

Aider l'Afrique à assurer sa sécurité : un impératif catégorique pour les grandes puissances

Par deux fois et sous la forme écrite garantissant que ce message passera à la postérité, le président du Congo, Denis Sassou N'Guesso, a exposé dans les derniers mois comment les grandes puissances doivent assumer leurs responsabilités dans la construction d'une Afrique libre et maîtresse de son destin. S'exprimant, par l'intermédiaire de la revue Géopolitique Africaine à la veille du sommet de l'Élysée en décembre 2013 et du sommet de Bruxelles en avril 2014, il s'est attaché à montrer que les Africains ont la capacité politique et militaire de faire régner la paix sur toute l'étendue de leur continent, mais qu'ils n'ont pas les moyens techniques et financiers nécessaires pour édifier rapidement l'architecture de sécurité dont ils ont jeté les bases dans le cadre de l'Union africaine.

Ce message, qui fut bien accueilli par ceux auxquels il s'adressait est resté lettre morte. Personne, dans les capitales des grandes puissances, n'en a contesté et n'en conteste la justesse, mais le passage à l'acte se fait désespérément attendre ; avec ce résultat que les menaces pesant sur la paix au Mali, dans l'immense région du Sahel, au Nigeria, dans le Nord du Cameroun, en Centrafrique, en Somalie, en République démocratique du Congo ne cessent de s'aggraver au fil des jours. Alors qu'elles déploient des moyens impressionnants pour stopper l'avancée des islamistes radicaux en Irak et en Syrie, les nations riches, qui se disent attentives aux dangers que court aujourd'hui l'Afrique, ne font rien, ou presque, pour aider les États concernés à se protéger des attaques perpé-

trées contre eux. Ils péorent, discourent à perte de vue, gesticulent mais un seul d'entre eux agit, la France, qui n'a malheureusement plus les moyens de ses ambitions et de ses convictions.

En ne répondant pas comme ils le devraient aux attentes des pays africains, l'Europe et les États-Unis, qui prétendent défendre la liberté, la démocratie, la bonne gouvernance, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, commettent une double et tragique erreur.

1- Ils nient les devoirs que l'Histoire leur impose. Si, en effet, ils sont aujourd'hui aussi riches et aussi prospères, c'est parce qu'ils ont exploité pendant des siècles et sans contrepartie les richesses naturelles du continent africain ; le colloque sur la traite négrière qui se tiendra dans quelques semaines à Loango, au Congo, viendra utilement leur rappeler cette vérité pour ce qui concerne l'Afrique centrale. Plus près de nous encore, il est fort probable que ces mêmes puissances n'auraient pu gagner les deux guerres mondiales si elles n'avaient pas placé en première ligne, au cœur donc des combats meurtriers, les soldats issus du continent noir. Ce double déni, s'il se maintient, finira à coup sûr par leur coûter très cher car il entraînera leur éviction progressive de cette partie du monde.

2- En dépit des drames qu'elle subit – le sous-développement, le terrorisme aveugle, la fièvre Ébola, l'Afrique, tout le monde le sait, est le continent du

proche avenir. Parce qu'elle fait vivre un quart et bientôt un tiers de l'humanité, parce qu'elle détient des réserves inépuisables de matières premières, parce que ses nouvelles générations sont aussi actives qu'ambitieuses, parce que l'usage des nouvelles technologies y progresse à grands pas, elle devient incontournable et en a pleinement conscience. Continuer à nier ces évidences et s'abstenir d'accompagner le continent dans sa marche en avant constitue une erreur historique que les pays riches de l'hémisphère nord paieront au prix fort s'ils persistent dans cette voie.

La meilleure et d'ailleurs la seule façon de procéder pour éviter une telle impasse est d'aider concrètement l'Union africaine à édifier le système de prévention et de gestion des crises qu'elle a mis au point dès le début de ce siècle. Et pour cela, les grandes puissances – l'Europe et les États-Unis bien sûr, mais également la Russie, la Chine, l'Inde – doivent apporter l'argent, les compétences, les savoir-faire, les matériels, la logistique sans lesquels ce pas en avant décisif ne pourrait être fait avant longtemps.

Le moment est venu, indiscutablement, de traiter ces questions avec le réalisme qui s'impose. L'Afrique n'a plus besoin de conseils pour se protéger des menaces qui la visent ; elle sait comment s'y prendre pour assurer sa sécurité sur le long terme et attend seulement qu'on l'aide à se procurer les moyens matériels nécessaires.

Jean-Paul Pigasse